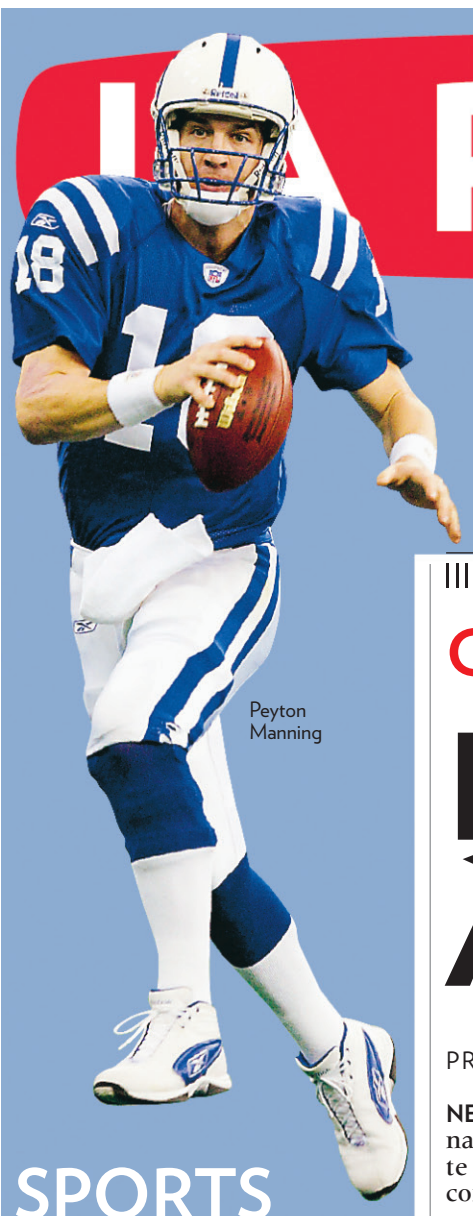
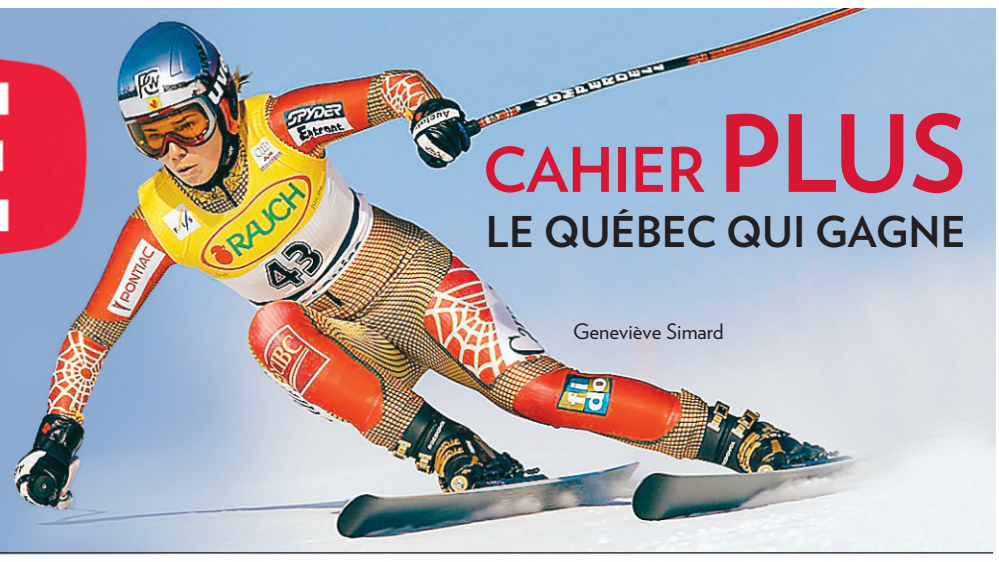
Montréal dimanche 18 janvier 2004 Le plus grand quotidien français d'Amérique 120e année no 87 58 pages 6 cahiers Neige, Max. -9 Min. -14 65¢ taxes en sus - Édition provinciale 70¢

cyberpresse.ca
LA PRESSE



Peyton Manning



Geneviève Simard

CAHIER PLUS
LE QUÉBEC QUI GAGNE

VINCENT MARISSAL
*Sheila la martyre*
CAHIER PLUS **3**

SPORTS PLUS
COLTS-PATS : TOUT EN CONTRASTES
PAGES **1 ET 4**

NEW YORK RANGERS 2 2 CANADIENS
EN PROLONGATION
PAGES **1 ET 3**

SPORTS PLUS JUNIOR
*NFL STREET* ET AUTRES JEUX VIDÉO
PAGE **8**



NOTRE GRILLE BLANCHE
SPORTS PLUS **6**

*Mon clin d'oeil* **STÉPHANE LAPORTE**
*Je suis pour le port du voile à l'école, durant les épidémies de SRAS.*

## AUJOURD'HUI


| | |
|---|---|
| À tire d'aile | ACTUEL **8** |
| À votre tour | A **9** |
| Bandes dessinées | ACTUEL **7** |
| Décès | AFFAIRES **11** |
| Feuilleton | ACTUEL **7** |
| Forum | A **7, 8** |
| Génies en herbe | ARTS **5** |
| Grille thématique | SPORTS **7** |
| Horaire télévision | ARTS **4** |
| Horoscope | AFFAIRES **11** |
| La presse d'ailleurs | PLUS **7** |
| Loteries | A **5** |
| Mots croisés | ACTUEL **7** |
| Observateur | AFFAIRES **8** |
| Petites annonces | AFFAIRES **8** |
| Sciences | PLUS **8** |


Météo
Neige, maximum **-9**, minimum **-14**, plus de détails en page SPORTS **7**

6 21924 98765 1

**Conrad Black** poursuivi pour 200 millions

# HOLLINGER PASSE À L'ATTAQUE

PRESSE CANADIENNE

**NEW YORK** – Hollinger International Inc. a déposé hier une poursuite de plus de 200 millions $ US contre son ancien dirigeant, Conrad Black, et ses associés.

Les documents de la poursuite déposée par l'entreprise de Chicago indiquent que M. Black, son associé David Radler, la société mère torontoise Hollinger Inc. ainsi que deux entreprises contrôlées par M. Black — Ravelston Corp. et Ravelston Management Inc. — sont l'objet de cette réclamation

MM. Black et Radler n'étaient pas disponibles pour commenter cette annonce.

La poursuite fait mention d'une violation des obligations fiduciaires relativement au « versement injustifié de paiements pour une entente de non-concurrence ainsi que la perception de frais de gestion excessifs et injustifiés », indique une déclaration de Hollinger International. Lord Black et ses associés auraient aussi commis plusieurs irrégularités, en modifiant notamment les écritures comptables de la compagnie, indique le document déposé au tribunal.

›Voir **HOLLINGER** en A2

**Bouillon** marque et frappe...



PHOTO BERNARD BRAULT La Presse

**Francis Bouillon a démontré une fois de plus hier qu'il ne s'en laissait imposer par personne en mettant en échec le défenseur des Rangers de New York, Tom Poti. Dans un match qui a donné lieu à du jeu souvent spectaculaire, le Canadien et les Rangers ont dû se contenter d'un verdict nul de 2 à 2. À lire dans le cahier Sports Plus, pages 1 et 3.**

# Une passion pour Dean



RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE

**INDIANOLA, Iowa** – Parmi les militants bénévoles de Howard Dean en Iowa, il y a Ping Yee, un Canadien de 27 ans originaire de Winnipeg. Il n'a pas le droit de vote aux États-Unis, mais il participe activement à la campagne présidentielle de l'ancien gouverneur du Vermont.

« Après avoir marché contre la guerre en Irak, je cherchais un moyen de continuer mon engagement. Je l'ai trouvé avec le Dr Dean », dit Ping, frissonnant dans son pyjama.

Ping parle en marchant. Après une toilette sommaire, il retourne dans la maisonnette qu'il occupe avec d'autres bénévoles de Dean dans une colonie de vacances d'Indianola, non loin de Des Moines, capitale de l'Iowa. C'est le début d'une autre journée dans la vie des volontaires de Howard Dean, qui se logent comme ils peuvent aux quatre coins de l'Iowa.

Erik Esselstyn, retraité de 66 ans, marche dans l'autre direction, serviette et savon à la main. Il vient du Vermont. Lui aussi fait du porte-à-porte en Iowa, des appels téléphoniques, encourageant les électeurs démocrates à voter pour Dean aux caucus qui marqueront, demain soir, le début officiel de la campagne présidentielle de 2004 aux États-Unis.

« J'ai 66 ans et je pense que cette élection est la plus importante de ma vie, dit-il. Je suis grand-père et, si les choses ne changent pas à Washington, ma petite-fille héritera un gâchis financier, un gâchis international et un pays dominé par les compagnies. En outre, un pleutre du FBI viendra l'espionner par la fenêtre. Je pense que plusieurs personnes partagent cette profonde inquiétude. »

Demain soir, les 3500 travailleurs bénévoles de la campagne de Dean en Iowa joueront un rôle crucial. Ils devront « faire sortir » le vote de leur candidat, comme disent les stratèges politiques. Ils pourraient faire la différence dans un scrutin d'allure historique où quatre candidats ont une chance réelle de gagner. Outre Dean, ces candidats à l'investiture du Parti démocrate sont John Kerry, sénateur du Massachusetts, John Edwards, sénateur de la Caroline du Nord, et Dick Gephardt, ex-élu du Missouri.

Les bénévoles de Dean viennent de partout aux États-Unis — Californie, Texas, Louisiane, Minnesota, etc. — et aussi de la Grèce, de l'Irlande, de l'Allemagne, tellement est fort leur désir d'en finir avec l'administration Bush.

›Voir **DEAN** en A2

# Le foulard islamique descend dans la rue

LOUIS-BERNARD ROBITAILLE
COLLABORATION SPÉCIALE

**PARIS** – Avec au maximum 10 000 manifestants entre la place de la République et la place de la Nation, hier après-midi, ce n'est pas un raz-de-marée ni même un succès total pour les organisateurs de la manifestation, qui annonçaient 20 000 femmes pour protester contre le projet de loi interdisant le foulard islamique à l'école.

Si on ajoute les manifestations importantes, principalement celles de Lille et de Marseille, on arrive au chiffre de 20 000 personnes pour l'ensemble du pays, alors que la population considérée comme de religion ou « d'origine » musulmane est évaluée, grosso modo, à 5 millions de personnes en France.



PHOTO AFP

**Une manifestante devant l'ambassade de France à Edimbourg, en Écosse.**

Même si l'on est loin d'une mobilisation massive, y compris parmi les musulmans pratiquants ( 1 million ou davantage ), on ne peut pas dire non plus que les manifestations d'hier après-midi soient marginales. D'abord, quelque 10 000 jeunes filles ou femmes ( avec foulard ), bien encadrées, pourvues de banderoles et de mégaphones pour les slogans, ce n'est pas négligeable. Ensuite, les démonstrations d'hier ont pour le moins fait la preuve d'une coordination très solide en France, en Europe et au-delà.

Au moment même où le principal cortège, à côté de la place de la République, à Paris, se mettait en marche, quelque 5000 manifestants se regroupaient à Lille, un peu moins à Marseille.

›Voir **FOULARD** en A2



LE SALON DE L'AUTO
Du 9 au 18 janvier 2004
Palais des congrès de Montréal
3195308A
3195321

2$ de rabais
à l'achat d'un billet à 12$ ou à 10$
(Offre non applicable aux enfants de 6 à 12 ans)
SALON INTERNATIONAL DE L'AUTO DE MONTRÉAL
LA PRESSE
Présentez ce bon-rabais aux guichets du Palais des congrès de Montréal. Ce bon-rabais ne peut être jumelé à d'autres promotions et n'a aucune valeur marchande. Un seul bon-rabais par personne. Offre disponible jusqu'à épuisement des quantités imprimées.
3195337

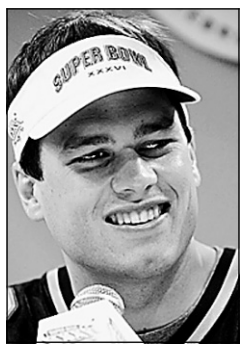
# SUITES DE LA UNE

## DEMAIN DANS LA PRESSE



**Maria ne veut pas être une autre Anna...** La jeune Russe Maria Sharapova est la nouvelle coqueluche du tennis mondial, dont on amorce demain le premier tournoi majeur de la saison, en Australie. Déjà gagnante d'un tournoi du circuit féminin l'automne dernier à Tokyo, Sharapova déteste être comparée — malgré sa beauté et son talent — à sa compatriote Anna Kournikova, une des joueuses les plus populaires même si elle n'a jamais remporté le moindre tournoi d'importance. Un portrait de la nouvelle « poupée russe ». **À lire demain dans le cahier Sports Lundi**

## AUJOURD'HUI SUR CYBERPRESSE



> Suivez le match Colts-Patriots à 15 h: **cyberpresse.ca/football**

> Consultez notre section Saint-Valentin: **cyberpresse.ca/valentin**

> Tous les horaires des films et des spectacles: **cyberpresse.ca/arts**

**POUR JOINDRE LA PRESSE**

*La Presse*, 7, rue Saint-Jacques,
Montréal (Québec) H2Y 1K9

| | |
|---|---|
| ABONNEMENT | (514) 285-6911 |
| cyberpresse.ca/abonnement | 1 800 361-7453 |
| PETITES ANNONCES | (514) 987-8363 |
| petitesannonces@lapresse.ca | 1 866 987-8363 |
| DÉCÈS | (514) 285-6816 |
| deces@lapresse.ca | |
| CARRIÈRES | (514) 285-7320 |
| carrieres@lapresse.ca | |
| RÉDACTION | (514) 285-7070 |

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *La Presse* et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à *La Presse* sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien *La Presse* est publié et édité par La Presse, ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier. Président et éditeur.

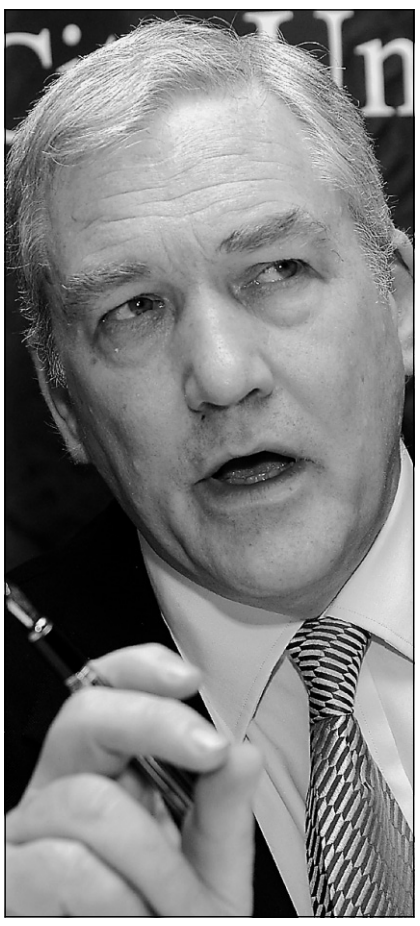


PHOTO La Presse

Conrad Black

# Destitué de Hollinger International, Black reste président de la société mère

**HOLLINGER**
suite de la page A1

Hier soir, Hollinger International a par ailleurs annoncé par voie de communiqué que M. Black avait été destitué de son poste de président de la compagnie à la suite d'une résolution du conseil d'administration. L'homme d'affaires demeure président la société mère Hollinger Inc. M. Radler a démissionné de son poste au sein de la filiale de Chicago, mais il conserve ses fonctions au sein de Hollinger Inc.

La poursuite, déposée hier devant un tribunal de New York, est une initiative d'un comité ad hoc de Hollinger International, qui agit au nom d'actionnaires. Elle vise à récupérer plus de 200 millions ainsi que divers coûts et frais supplémentaires.

« Cette procédure constitue une étape importante pour que nous puissions rendre à nos actionnaires les sommes qui ont été prélevées injustement à la compagnie », a déclaré Gordon Paris, président du comité ad hoc chargé d'étudier les versements perçus par M. Black et ses associés.

Ce recours légal intensifie la bataille entre M. Black et les actionnaires de Hollinger International à propos de la gestion du magnat de la presse alors qu'il était à la tête de son empire de journaux. Malgré sa démission l'automne dernier de son poste de chef de la direction, M. Black dispose toujours d'une mainmise sur l'entreprise, grâce à un système complexe d'actions disposant d'un droit de vote. Le scandale financier suscité par sa gestion risque de porter un coup fatal à Hollinger International.

La plainte déposée hier à New York allègue que la partie défenderesse « a détourné et usurpé des actifs de la compagnie en enfreignant systématiquement les obligations fiduciaires ».

Dans le document, le détournement d'actifs est décrit comme le paiement de frais en vertu d'une entente de non-concurrence à M. Black et à ses associés ainsi que le versement de frais de gestion excessifs.

La poursuite indique que les défendeurs auraient notamment modifié les écritures comptables de la compagnie pour dissimuler le versement de ces commissions. Ils auraient aussi travesti ou dissimulé d'autres informations aux directeurs et aux actionnaires publics de la compagnie.

La réclamation vise à récupérer plus de 90 millions de dollars américains versés par Hollinger International à Conrad Black, à son associé David Radler et à la filiale Hollinger Inc. en contrepartie d'une entente de non-concurrence après la vente de journaux appartenant à la compagnie.

Hollinger International avait d'abord cherché à obtenir le remboursement d'un montant de 32 millions qui ont été payés sans son autorisation. M. Black, qui fait l'objet d'une enquête menée par les autorités américaines chargées de surveiller le secteur financier, et ses associés avaient tous accepté de rendre cette somme.

La poursuite a pour but de récupérer une autre somme de 50 millions, payée elle aussi pour compenser un accord de non-concurrence conclu par M. Black et ses associés lors d'une transaction de 2 milliards avec CanWest Corp. pour la vente de journaux canadiens.

Au total, la poursuite allègue que 224 millions ont été versés en frais de gestion à Hollinger Inc.

# Un organisateur considéré avec beaucoup de suspicion

**FOULARD**
suite de la page A1

Et, toujours au même moment, on comptait 3000 protestataires à Londres, presque autant dans les villes suédoises, 300 à Bruxelles, etc. Sans compter des manifestations, moins importantes mais nombreuses, dans des pays arabes, à Beyrouth, à Gaza ou en Turquie.

À Paris, cette manifestation dite « spontanée » était organisée principalement par le Parti des musulmans de France, une organisation plutôt minoritaire, généralement classée comme intégriste, d'un antisionisme obsessionnel fortement teinté d'antisémitisme. Son leader, Mohamed Latrèche, un Franco-Algérien basé à Strasbourg, est considéré avec beaucoup de suspicion, y compris parmi les grandes organisations musulmanes, modérées ou radicales. Mohamed Latrèche est soupçonné notamment d'entretenir des rapports troubles avec le régime syrien. Il lui est souvent arrivé de s'afficher en public avec des personnalités françaises d'extrême droite, notamment le « négationniste » Serge Thion, qui considère que l'Holocauste n'a pas eu lieu. Et les slogans anti-israéliens qu'on peut entendre dans ses réunions publiques — sur les « judéo-nazis » — n'ont rien de rassurant.

M. Latrèche est jugé suffisamment sulfureux, en tout cas, pour que, ces jours derniers, Tariq Ramadan, intellectuel vedette de l'islamisme européen, prenne ses distances vis-à-vis de lui. Quant au recteur de la mosquée de Paris, le modéré et louvoyant Dalil Boubakeur, qui est en théorie le représentant officiel de l'islam français, il avait carrément et publiquement demandé à ses coreligionnaires français de s'abstenir de manifester hier à Paris. Pour sa part, l'Union des organisations islamiques de France ( UOIF ), de loin la plus influente, et proche des intégristes, est restée vaguement en retrait jusqu'à la fin: « Franchement, on espérait que la manif ne soit pas autorisée, explique un militant. Mais puisqu'elle avait lieu, il fallait y aller. » Nul doute que si, effectivement, l'UOIF avait totalement endossé la manifestation, celle-ci aurait eu une tout autre ampleur. Mais, même dans le registre intégriste, l'UOIF fait de la politique.

Hier après-midi, en tout cas, on a pu revoir les images déjà enregistrées en décembre dernier lors d'une première manifestation « spontanée » de femmes voilées contre la loi en préparation. Boulevard de Ménilmontant, des manifestants qui défilent dans l'ordre le plus strict. Au milieu, des femmes de tous âges ou, plus rarement, des couples. De part et d'autre des manifestantes, un service d'ordre omniprésent et efficace. Les groupes de manifestantes se rassemblent, soit derrière une grande banderole ( « Chirac, un voile = une voix aux élections » ), soit autour d'un camion équipé d'un haut-parleur. Ici et là, on trouve une vingtaine de jeunes filles très organisées autour d'un grand drapeau français qu'elles tiennent à plusieurs en scandant : « Ni frère ni mari, le foulard on l'a choisi ». Concernant le groupe en question, il ne doit pas y avoir de mari dans le tableau puisque les filles ont 12 ou 13 ans pour la plupart.

À la suite des conflits locaux qui se sont multipliés depuis 1990 concernant des élèves voilées, une loi de clarification est actuellement en préparation. Elle prévoit l'interdiction pure et simple dans les écoles et collèges publics de « tout signe religieux ostensible », y compris les grandes croix, les kippas... ou les turbans sikhs pour les garçons. Cette loi, qui fait largement consensus de gauche à droite malgré des nuances et des divergences sur les termes, doit être approuvée en conseil des ministres le 28 janvier prochain.

# Des volontaires recrutés sur Internet

**DEAN**
suite de la page A1

Plusieurs d'entre eux ont « cliqué » avec Dean grâce à Internet, utilisant cette technologie nouvelle en politique pour donner de l'argent au candidat démocrate et aussi pour se mobiliser localement.

À Oakland, où elle vit, Laura Knox, mère célibataire de 56 ans, a participé aux réunions locales des partisans de Dean, consultant le site **meetup.com** pour n'en rater aucune. Dans ces rencontres, elle a notamment écrit à la main des lettres aux démocrates de l'Iowa les exhortant à appuyer son candidat. « Je pense qu'il peut apporter un changement », dit-elle en attendant l'autobus qui la mènera au quartier général de la campagne de Dean, à Des Moines. « J'ai vraiment peur de la direction que prend ce pays. Et Howard Dean est le premier politicien à me donner espoir depuis Bobby Kennedy. »

Il y a une passion palpable dans le camp de Dean. Plusieurs volontaires ont l'impression de participer à quelque chose de nouveau. « Ce qui est nouveau, c'est la synergie entre le message, l'Internet et les gens ordinaires », dit Ted Howard, biologiste de 33 ans originaire de Seattle. « D'une façon spontanée, un mouvement est né autour de Howard Dean. »

Comme plusieurs volontaires, Ted Howard a commencé à s'intéresser à Dean après l'avoir entendu dénoncer les politiques de l'administration Bush, et plus particulièrement ses intentions guerrières vis-à-vis de l'Irak. « Avant la guerre, Dean était le seul à critiquer Bush, dit-il. Ça m'a accroché. Je lui ai donné de l'argent, mais je n'aurais jamais pensé qu'il pouvait gagner. »



PHOTO GETTY IMAGES

**Jimmy Walker, vêtu d'un faux habit de pilote aux écussons satiriques, se moque du président Bush à l'approche de la visite du candidat à l'investiture démocrate Wesley Clark à Pembroke, au New Hampshire. Sur l'écusson de poitrine, on peut lire: « First Chicken Hawk Wing ».**

La passion des volontaires de Dean carbure vraiment à la haine de Bush et de ses politiques. « J'apprécie énormément que Dean s'élève contre tout ce que Bush fait pour détruire notre pays, dit Rebecca Middelton, 25 ans. Et je l'appuie parce qu'il est le candidat antiguerre ayant une chance de tout remporter. »

Rebecca, une grande fille athlétique, étudie la microbiologie à Berkeley, où le militantisme de gauche a une longue histoire. Ping Yee, notre ami de Winnipeg, y achève un doctorat en informatique. Carter Hall, 29 ans, un autre bénévole de la région de San Francisco, gagne sa vie comme scientifique. Du monde très instruit.

En Iowa, où les villes universitaires sont nombreuses, leur défi sera de convaincre les jeunes de leur âge de participer aux caucus, ce qu'ils n'ont pas l'habitude de faire, et de voter pour Dean. Ils ne seront pas les seuls militants sur le terrain, lundi soir. Gephardt a l'appui de puissants syndicats, dont les Teamsters. Kerry jouit du soutien des vétérans. Edwards est fort chez les fermiers.

Mais la bataille est passionnante. Et les militants de Dean sillonnent l'Iowa, où leur mouvement est mis à l'épreuve pour la première fois. « Ça serait fantastique si nous faisions une percée en Iowa », dit Ping Yee, notre ami en pyjama.

# Autres bovins suspects découverts

**YAKIMA, Washington** — Six nouvelles vaches suspectes provenant de deux exploitations agricoles de l'État de Washington ont été dévoir si elles sont atteintes de la maladie de la vache folle, a indiqué hier le département de l'Agriculture.

Cinq des bovins suspects proviennent d'une exploitation située à Connell, et la sixième d'une exploitation laitière située à Qincy, dans le centre de cet État. Les deux exploitations ont été placées en observation.

Les six animaux pourraient provenir ou avoir été en contact avec un troupeau de 81 animaux venu du Canada en 2001, et d'où provenait le premier cas d'encéphalopathie spongiforme bovine ( ESB ) détecté aux États-Unis, début décembre dernier.

Au total, 19 des 81 bovins du troupeau suspect ont été localisés, selon le département de l'Agriculture.

Les autorités fédérales américaines ont fait procéder depuis le début de cette affaire à l'abattage de 119 bovins provenant du troupeau ou ayant été en contact avec lui.

Jusqu'ici les tests menés sur les carcasses de 28 animaux ont été effectués, et se sont révélés négatifs.

À la suite de la découverte du premier cas d'ESB aux États-Unis, plus de 30 pays ont décidé de boycotter le boeuf des États-Unis.

KANESATAKE

# La relève abandonne

TRISTAN PÉLOQUIN

**Les 55 peacekeepers dépêchés par différentes réserves du Québec pour remplacer les policiers autochtones de Kanesatake abandonnent définitivement leur opération. Confinés dans un hôtel de Laval depuis leur évacuation du territoire mohawk, ils plieront bagages ce matin, a appris *La Presse*.**

La consigne a été donnée en début de soirée hier par Terry Isaac, le policier qui devait à l'origine remplacer le chef de police Tracy Cross, jugé incapable par le grand chef de Kanesatake, James Gabriel, de mettre fin au trafic de marijuana et au crime organisé sur le territoire de Kanesatake.

« Nous avons longuement discuté entre nous et nous avons conclu que notre rôle s'arrêtait là. Nous estimons que, dans l'état actuel des choses, la question est devenue strictement politique, alors nous préférons laisser les politiciens démêler les cartes. Ils n'auront pas besoin de nous pour ça », a affirmé M. Isaac à *La Presse* peu de temps après une rencontre à huis clos avec ses collègues policiers.

**« Nous estimons que, dans l'état actuel des choses, la question est devenue strictement politique, alors nous préférons laisser les politiciens démêler les cartes. »**

Au sortir de la réunion, la plupart des policiers affichaient une mine déçue. « C'est sûr que nous aurions préféré que les choses tournent autrement. C'est une expérience assez amère pour nous », a commenté Terry Isaac, qui retournera aujourd'hui ou demain dans sa réserve de Restigouche.

### Un mouchard à Restigouche

Rappelons que l'opération policière, qui avait été planifiée de longue date et approuvée par le Solliciteur général, a échoué lundi dernier après qu'un groupe de citoyens amérindiens dissidents, informés de l'opération par un mouchard, eut séquestré les troupes de M. Isaac au poste de police de Kanesatake. Les policiers, au courant de la fuite depuis Noël, n'avaient pas jugé bon d'annuler leurs plans pour autant.

Évoquant des raisons de sécurité, M. Isaac a d'ailleurs refusé d'indiquer, hier, si une nouvelle opération pourrait éventuellement être lancée. « Chose certaine, nous savons maintenant hors de tout doute que la fuite provient d'une personne de ma propre réserve (Restigouche). Il va y avoir une enquête et nous allons prendre les mesures nécessaires pour que cet individu réponde de ses actes devant la justice », a-t-il affirmé.

Le mouchard pourrait notamment être accusé d'avoir « mis volontairement la vie de policiers et de citoyens en danger », a ajouté le policier.

M. Isaac a aussi confirmé que, au fil des ans, Kanesatake est devenu, comme le révélait notre manchette d'hier, une plaque tournante du trafic d'armes à feu. « Je pense qu'on peut dire sans exagérer que ce territoire autochtone est littéralement contrôlé par le crime organisé. Tout ce qui peut être imaginé comme contrebande s'y trouve. »

### Le commerce du tabac reprend

Pendant ce temps, la situation semblait être revenue presque complètement à la normale sur le territoire de Kanesatake.

Malgré certains signes de tensions, comme à l'habitude, plusieurs Blancs se sont rués sur la petite station-service située sur la route 344 au milieu du territoire autochtone pour s'approvisionner en cigarettes (25 $ la cartouche) et en essence (73,3 cents le litre).

À l'intérieur du commerce, en l'espace d'à peine deux minutes, *La Presse* a pu observer deux clients régler une note de plus de 200 $ pour des cigarettes.

« On ne savait pas trop si les autochtones nous laisseraient entrer, mais visiblement c'est *business as usual* », a affirmé un dame dans la cinquantaine, venue de Repentigny pour profiter des prix hors taxe.

« Je n'ai pas peur ! Je sais qu'il y a beaucoup de criminalité, mais je ne pense pas que les vendeurs de cigarettes soient des criminels. C'est du bon monde. Ça semble être des gens honnêtes qui ne cherchent qu'à gagner leur vie », a-t-elle commenté.

Moins chanceux que son concurrent voisin, le commis d'un des nombreux petits kiosques installés au bord de la route a cependant indiqué que les affaires n'allaient pas aussi bien qu'à l'habitude.

### Paul Martin se prononce

Par ailleurs, le premier ministre Paul Martin a à son tour reconnu le grand chef James Gabriel comme l'autorité officielle de Kanesatake. M. Martin a indiqué que son gouvernement travaille de concert avec Québec et le conseil de bande de Kanesatake pour régler le litige.



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE ©

**« C'est sûr que nous aurions préféré que les choses tournent autrement. C'est une expérience assez amère pour nous », a commenté le policier Terry Isaac, qui retournera aujourd'hui ou demain dans sa réserve de Restigouche.**




PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE ©

**Plus d'une cinquantaine de personnes ont manifesté hier à Montréal devant le consulat français afin de protester contre le projet de loi qui vise à interdire le port du hidjab dans les écoles publiques françaises.**

VOILE ISLAMIQUE

# Manif devant le consulat français

NATHAËLLE MORISSETTE

**Par solidarité pour leurs consoeurs musulmanes de France, plus d'une cinquantaine de personnes se sont présentées hier à Montréal devant le consulat français afin de protester contre le projet de loi interdisant le port du voile dans les établissements scolaires publics de l'Hexagone.**

Des manifestations du même genre ont également eu lieu dans d'autres grandes villes du monde, notamment à Paris, Londres, Beyrouth, Washington et Miami. « La loi que les dirigeants français souhaitent adopter rime avec racisme et exclusion sociale », a affirmé hier Sara Elgazzan, porte-parole de l'Association des étudiants musulmans unifiés et l'une des organisatrices de l'événement.

C'était le point de vue de l'ensemble des étudiants venus crier haut et fort leur opposition. Aziz Mouh, un Français qui étudie à Montréal, n'arrive pas à croire que son gouvernement songe à prendre une telle décision. « Si on commence à interdire le voile, on demandera ensuite aux catholiques de ne plus porter de croix au cou. Ça n'a pas de sens, c'est une question de liberté de religion », dit-il tout en sautillant sur place pour se réchauffer.

« Ce n'est pas normal d'obliger une femme à porter le voile, ajoute Ramdane Ourahmoune, un autre manifestant. Mais ce n'est pas plus normal de l'empêcher d'en porter un si elle le désire. » Ainsi, plusieurs musulmans montréalais ne comprennent pas pourquoi les dirigeants français agissent de la sorte.

À Montréal toutefois, la situation est différente, estime Mme Elgazzan. Étudiante en psychologie à l'Université McGill, elle porte le hidjab pour se rendre à ses cours et même pour jouer au hockey. « Je suis gardienne de but et je mets mon casque par-dessus mon foulard », dit-elle en riant.

Pour Nassima Mahia, il est beaucoup plus facile de pratiquer sa religion en toute liberté dans la métropole qu'ailleurs dans le monde. « J'ai commencé à porter le voile lorsque je suis arrivée ici, en septembre 2003, raconte-t-elle. Je me sens plus croyante que lorsque j'étais en Algérie. »

Même si la vie semble plus facile ici pour les musulmans, Sara Elgazzan tient à souligner qu'il reste encore beaucoup de travail à faire. « Il faut qu'on fasse comprendre à la population québécoise ce que signifient nos croyances et notre religion. Il m'arrive encore de me faire regarder d'une drôle de façon dans le métro ou dans l'autobus. »

Selon Mme Elgazzan, de nombreux préjugés persistent encore. Le cas d'Irène Waseem, cette étudiante de 16 ans expulsée en septembre du collège Charlemagne parce qu'elle portait le foulard islamique, prouve que la bataille n'est pas encore gagnée.

# Les défusionnistes en campagne auront-ils droit aux fonds publics?

## Le contentieux de la Ville de Montréal examine la question

NATHAËLLE MORISSETTE

Afin de savoir si les élus défusionnistes pourront utiliser en toute légalité une partie des fonds dévolus aux arrondissements pour promouvoir leur cause, l'admnistration Tremblay-Zampino a demandé au service du contentieux de la Ville de se pencher sur la question.

« C'est une question juridique que l'on doit évaluer, mentionne Darren Becker, porte-parole du cabinet du maire de Montréal, Gérald Tremblay. Depuis la semaine dernière, le dossier est entre les mains du service du contentieux et on espère avoir des réponses sous peu. »

En effet, *Le Devoir* annonçait hier que les élus défusionnistes de Montréal se demandaient s'il était possible pour eux de se servir, en partie, des fonds dévolus aux arrondissements pour promouvoir leur campagne en vue des référendums qui se tiendront cet automne. Selon M. Becker, l'administration Tremblay-Zampino savait depuis longtemps que les défusionnistes se posaient des questions à ce sujet. « Ce n'est pas nouveau, certains en parlent depuis des mois », ajoute-t-il.

Pour plusieurs, c'est une question d'équité. « Si Montréal peut utiliser l'argent des contribuables pour promouvoir la nouvelle ville, je ne vois pas pourquoi on ne pourrait pas le faire nous aussi, croit Bernard Paquet, ex-maire de Saint-Laurent et farouche partisan de la défusion. Le gouvernement du Québec devra imposer des façons de faire pour que ça soit juste des deux côtés. »

Suzanne Caron, mairesse de l'arrondissement de Mont-Royal, est plus prudente. « Nous avons soulevé la question et nous attendons de voir si c'est légal. On ne va pas utiliser un seul sou des fonds publics avant d'être certains que ça pourrait être justifiable », assure-t-elle. C'est pourquoi l'Association des élus pour la défusion a demandé à un avocat de se pencher sur la question.

Pour Alan DeSousa, maire de l'arrondissement de Saint-Laurent et responsable du développement durable au comité exécutif de la Ville de Montréal, l'argent des contribuables doit essentiellement servir à donner des services aux citoyens comme le déneigement et les loisirs.

« Je ne pense pas que les fonds de notre budget de dotation doivent être utilisés à d'autres fins », dit-il.

De son côté, Stéphane Gosselin, porte-parole du ministre des Affaires municipales, Jean-Marc Fournier, estime que la question concerne davantage les élus municipaux que le gouvernement provincial. Selon lui, ils sont en meilleure position pour évaluer le dossier.

MONDE

## Palestine Libérez les détenus



PHOTO REUTERS

**Quelque 4000 partisans du mouvement radical palestinien Jihad islamique ont manifesté hier à Jénine, dans le nord de la Cisjordanie, leur soutien aux familles de 100 kamikazes. Ce jeune Palestinien s'est enchaîné pour démontrer son appui à la cause.**

# La mondialisation dénoncée au forum social de Bombay

NEELESH MISRA
ASSOCIATED PRESS

**BOMBAY** – Les inégalités dans le domaine commercial et le problème de la dette extérieure des pays pauvres ont été au centre des discussions hier au Forum social mondial de Bombay, où sont réunis quelque 100 000 militants altermondialistes opposés aux multinationales.

« La lutte entre le peuple et le capital est devenue une lutte épique entre la vie et la mort. Et cela ne fait que commencer », a déclaré une militante indienne, Vandana Shiva, lauréate du prix « Droit à la vie », également appelé « Nobel alternatif ».

De nombreuses réunions, expositions et manifestations sont organisées pendant le forum, qui a commencé vendredi et durera jusqu'au 21 janvier à Goregaon, dans la banlieue nord de Bombay (ouest de l'Inde). La quatrième édition de ce rassemblement de militants, de syndicalistes et d'intellectuels du monde entier est organisée pour la première fois cette année hors du Brésil.

Ce forum a été créé en réaction au Forum économique de Davos, qui doit avoir lieu en Suisse plus tard ce mois-ci, et qui rassemble des hommes d'affaires et des hommes politiques.

Hier, des milliers de personnes étaient massées dans les rues de Bombay pour regarder des chanteurs de folk et des danseurs participant au forum.

Le président américain George W. Bush était la cible de nombreux altermondialistes. Sur le site du forum, des poubelles ont été recouvertes de photos de lui, avec la mention « Crachez moi dessus ». Dans des magasins, on pouvait acheter des stylos, des badges et d'autres souvenirs, avec des représentations indécentes du président américain. Il était même présenté de manière satirique dans des spectacles de rue.

En plus des manifestations et autres événements organisés, plusieurs participants ont dit espérer que le forum amène un réel changement. « La solidarité montrée dans le dernier Forum social mondial a contribué à l'effondrement de Cancun, a affirmé le parlementaire britannique Jeremy Corbyn. J'espère que ce forum provoquera le même genre de pression sur le prochain « round » de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). »

L'an dernier, une réunion importante de l'OMC qui s'est tenue à Cancun, au Mexique, s'est terminée par une impasse, l'Inde, le Brésil et d'autres pays en développement ayant bloqué une proposition américano-européenne sur l'agriculture, qui visait à mettre fin au protectionnisme dans les nations plus pauvres, tout en conservant les subventions dans les pays occidentaux.

« Il y avait une convergence de groupes anti-OMC au Forum social mondial au Brésil, ils avaient installé des piquets de grève à Cancun », a déclaré Gautam Modi, organisateur du forum cette année.

De nombreux altermondialistes pensent que les manifestations peuvent amener l'opinion publique à remettre en cause la face sombre du capitalisme : le commerce mondial injuste qui accroît la pauvreté et le chômage dans les pays en développement.

Hier, des séminaires étaient organisés sur le thème du commerce équitable.

# Le nombre d'Américains tués en Irak atteint 500

PAUL GARWOOD
ASSOCIATED PRESS

**TIKRIT, Irak** – Nouvel attentat meurtrier en Irak. Trois soldats américains de la quatrième division d'infanterie et deux Irakiens membres de la défense civile ont été tués hier dans une attaque perpétrée au nord de Bagdad. Ces morts portent à 500 le nombre des militaires américains tués depuis le début de la guerre le 20 mars 2003.

Deux Américains ont par ailleurs été blessés. Selon un porte-parole de la division d'infanterie, le lieutenant-colonel Bill McDonald, un véhicule blindé Bradley est passé sur un engin explosif sur une route près de Taji, à environ 30 km au nord de la capitale irakienne. Le véhicule a pris feu, tuant trois soldats américains et deux Irakiens qui patrouillaient avec eux.

Une force de réaction rapide a été dépêchée sur place et trois hommes prenant la fuite dans un camion ont été arrêtés. Du matériel servant à la fabrication de bombes a été retrouvé dans ce véhicule, selon le porte-parole.

L'armée américaine a en outre rapporté qu'un soldat américain a été tué par balle vendredi soir au sud de Bagdad dans un incident qui n'a pas impliqué de forces hostiles. L'état-major n'a pas fourni de plus amples précisions.

Ces décès portent à 500 le nombre de soldats tués depuis le début de la guerre le 20 mars dernier. La plupart sont morts depuis le 1er mai, date à laquelle le président américain George W. Bush a annoncé la fin des opérations militaires majeures en Irak. « Je ne pense pas que les soldats avaient des doutes sur ce qu'était leur mission. Ils savent qu'il y a une nation derrière eux. Ils savent qu'il y a une armée derrière eux, a déclaré le général de brigade américain Mark Kimmitt. Je ne crois pas qu'un chiffre arbitraire comme celui des victimes va faire perdre aux soldats leur motivation ou leur objectif. »

Les Américains ont perdu plus de militaires en Irak que pendant la première guerre du Golfe en 1991, où quelque 315 Américains étaient morts au cours de l'opération visant à chasser les forces de Saddam Hussein du Koweït. En Afghanistan, 100 soldats américains ont été tués dans l'opération en cours.

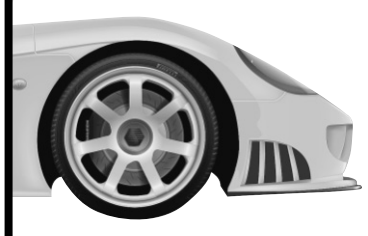
Par ailleurs, une attaque a visé vendredi soir le QG régional de l'autorité provisoire de la coalition à Hilla, au sud de Bagdad : un Irakien a été tué et plusieurs autres ont été blessés grièvement, ont annoncé des responsables de la coalition, sans plus de précisions.

L'armée américaine a également annoncé hier l'arrestation, non loin de Tikrit, d'un ancien officier de l'armée irakienne, considéré comme le chef d'une cellule de Fedayine se livrant à des attaques contre les forces de la coalition.

Enfin, un premier groupe d'une trentaine de soldats japonais est arrivé au Koweït, où les forces nippones doivent s'entraîner avant de se déployer pour une mission humanitaire en Irak. Il s'agira du premier déploiement d'un contingent japonais en zone de combat depuis la Seconde Guerre mondiale.


DERNIÈRE JOURNÉE !

LE SALON DE L'AUTO



Du 9 au 18 janvier 2004

Palais des congrès de Montréal

**Berlines, compactes, familiales et utilitaires sport, toutes les catégories sont au rendez-vous !**

- 650 nouveaux modèles, plus de 50 primeurs tous réunis au même endroit
- Des véhicules-concepts à admirer



Bertrand Godin
porte-parole

**Le plus grand choix pour magasiner, comparer, voir ou rêver !**



**« La fièvre du Tuning »** présenté par Québec Tuning

Admirez de spectaculaires véhicules modifiés.



Apprenez comment personnaliser votre auto en toute légalité, découvrez le véhicule légalement modifié à l'emplacement de la Sûreté du Québec.

**www.salonautomontreal.com**

**Prix d'entrée** (taxes incluses)

| | |
|---|---|
| Adultes | 12 $ |
| Étudiants et 65 ans et plus (avec carte) | 10 $ |
| Groupes (20 personnes et plus) | 10 $ |
| Carte « Accès Montréal » | 10 $ |
| Enfants 6 à 12 ans (accompagnés d'un adulte) | 4 $ |
| Enfants moins de 6 ans | Gratuit |

**Le métro vous conduit directement au Salon.** Place-d'Armes

**Heures d'ouverture**

Du vendredi 9 janvier au samedi 17 janvier
**10 h 00 à 22 h 00**

Le dimanche 18 janvier
**10 h 00 à 20 h 00**

**Tous les jours, la billetterie fermera deux heures avant la clôture du Salon.**

Halte-garderie Sedona de KIA



Illustration : Patrick Charpentier

Service offert gratuitement aux enfants de 2 à 10 ans.

Une réalisation de la Corporation des Concessionnaires d'Automobiles de Montréal Inc.

LA PRESSE

3194539A



*Promotion* BIO ACTIF

**Plus haut, plus fort, le wapiti de Méga-Flex.**

La qualité est au rendez-vous avec le bois de velours Méga-Flex lyophilisé.

C'est par la lyophilisation que Méga-Flex se démarque et se distingue de la concurrence, car il fait prendre conscience que la lyophilisation, procédé moderne, qui signifie la déshydratation par sublimation à basse température et sous vide, conserve les substances essentielles du bois de velours, fondamentales pour le système de vie des articulations.

Procédé très coûteux, la lyophilisation, gage de qualité irréfutable, est la règle d'or au laboratoire Méga-Flex.

Une autre excellente raison d'exiger Méga-Flex, c'est la reconnaissance officielle de son produit Bois de velours, par l'Association des éleveurs de wapitis du Québec. Un produit authentiquement de chez nous.

Bois de velours de Méga-Flex[md], un produit haut de gamme et même un peu plus.

Moralité : on se procure du Bois de velours pur de wapiti, produit lyophilisé, du vrai de vrai, ou pas du tout. Aucun compromis avec la qualité.

Méga-Flex[md] n'est pas encore disponible en pharmacie. Communiquez par téléphone aux numéros ci-dessous, pour connaître les points de vente.

Méga-Flex : marque de commerce déposée

3198269

Montréal : (514) 272-1365
Mauricie : (819) 378-7777
Ligne extérieure : 1 800 272-1365
Estrie : (819) 823-3322

# La panique électrique



STÉPHANE LAPORTE
CHRONIQUE
COLLABORATION SPÉCIALE
stephane@stephanelaporte.com

Mercredi matin, je me réveille au son de la radio : « Message important ! Hydro-Québec demande à tous les Québécois de diminuer leur consommation d'énergie parce... »

La fille n'a même pas le temps de finir sa phrase que déjà je lui obéis en débranchant ma radio. On est comme ça, les Québécois, quand on nous demande quelque chose, on le fait. Tout de suite. On est des bons citoyens. Je prends ma douche à l'eau froide, je ne me sèche pas les cheveux et je mets des vêtements encore humides parce qu'il est hors de question que je fasse fonctionner ma sécheuse. La porte-parole de l'Hydro l'a dit, ça risquerait de faire sauter le réseau. Tout le Québec serait plongé dans le noir parce que j'ai osé vouloir enfiler des bobettes sèches. J'aurais trop honte. Tant pis pour mon confort, il faut sauver le pays. Je vais sûrement attraper une grippe d'homme, mais au moins je serai un héros.

De toute façon, je commence à être habitué. Ça fait deux semaines que, matin et soir, la petite madame d'Hydro-Québec nous interpelle à tous les postes de télé et de radio pour qu'on diminue notre consommation d'électricité. Si jamais ça pète, ça va être notre faute, pas la leur, le message est clair. Ils sont débordés. On ne cesse de briser des records. Le gars aux nouvelles s'énerve chaque fois :

« Un nouveau record absolu de consommation électrique a été établi ce matin. La demande a atteint le cap des 35 441 mégawatts... »

Oh là là ! Quel exploit ! Puis, à peine quelques heures plus tard :

« Oubliez le record de ce matin, sur le coup de 17 h 30, le précédent record a été fracassé. La nouvelle marque est de 36 279 mégawatts ! »

Wow ! On dirait qu'on est aux Olympiques de l'électricité. On n'en avait pas assez de s'énerver avec les records de froid, maintenant on s'excite pour les records de mégawatts. On nous donne l'impression de vivre une journée historique. Te rappelles-tu le 14 janvier 2004 ? Ah oui ! La journée du record de mégawatts ! Bientôt on va afficher dans le coin de l'écran du téléviseur, à côté de l'heure et de la météo, le compteur électrique de la province. On va pouvoir vérifier à tout instant la consommation du Québec. C'est passionnant. Un nouveau sport est né : l'électricité extrême.

Le danger avec les records, c'est qu'on veut toujours les briser. C'est plus fort que nous. Jeudi matin, j'ai failli passer outre aux directives de l'Hydro et, 8 h, faire fonctionner en même temps la laveuse, la sécheuse, le lave-vaisselle, l'extracteur à jus, la télé, le séchoir et mon train électrique, juste pour voir si on allait atteindre les 40 000 mégawatts. On aurait été dans le Guinness grâce à moi. Mais je me suis retenu. Parce que la petite madame de l'Hydro nous a bien dit de nous calmer le fil.

C'est quand même fort. Cette semaine, il n'y avait pas d'état de crise au Québec. Pas de pluie verglaçante ni de tremblement de terre. Il faisait froid. C'est tout. Le Québec est situé au nord de l'Amérique du Nord. C'est normal qu'il fasse froid. Quand il fait froid, on chauffe ! Quand il ne fait plus froid, on ne chauffe plus. C'est normal aussi. Hydro-Québec nous a demandé de chauffer moins. Et nous, on le fait. Si c'est pas durant une vague de froid intense qu'on devrait pouvoir chauffer plus, c'est quand ? Au mois de juillet ! On est vraiment des cons... gelés.

Après, ça va être quoi ? L'eau ! Durant la canicule, quand le système d'aqueduc ne répondra plus à la demande, un petit monsieur va nous demander à la radio de ne plus aller à la toilette durant les heures de pointe. Va falloir retenir notre pipi du matin jusqu'à neuf heures et demie. Ou ne pas tirer la chasse. Déjà qu'on se fait engueuler quand on laisse le siège de toilette levé, imaginez si on laisse flotter nos trésors. Ça va être dur pour le couple.

Puis ce sera le tour du téléphone ! À la Fête des mères, un représentant de Bell va nous demander d'appeler notre mère le dimanche précédent pour ne pas faire sauter les lignes. Puis Poste Canada va nous demander d'envoyer nos cartes de Noël en septembre pour ne pas engorger le système.

C'est absurde. On veut bien rendre service à nos services publics. On veut bien les aider. Mais ça devrait se faire dans les deux sens. C'est eux qui manquent à leur devoir, pas nous. Un service en attire un autre. On diminue notre demande d'énergie et vous diminuez vos tarifs. C'est logique. Mais non, ils font l'inverse. On est obligé de prendre sa douche en Kanuk parce que la fournaise fournit pas, et en plus on hausse les tarifs.

Faut arrêter de se laisser faire. Organisons un recours collectif pour les pertes de jouissance que nous avons subies au cours des derniers jours. Moi, j'ai eu le cheveu plat toute la journée de mercredi parce que, en Québécois responsable, je ne me suis pas servi du séchoir. Ça vaut quelque chose. Avoir l'air fou, ça se dédommage. Hydro devrait me donner un cadeau pour compenser. Un col roulé, au moins.

Non, le truc qu'Hydro-Québec a trouvé pour montrer qu'elle aussi fait sa part, c'est d'éteindre son Q sur le gratte-ciel de son siège social. Éteindre son Q ! Franchement. En haussant ses tarifs, elle met le feu au nôtre ! D'ailleurs, c'est voulu. C'est la nouvelle source d'énergie pour nous chauffer en économisant l'électricité : le feu au Q.

# Le premier clone humain implanté, dit un médecin !

AGENCE FRANCE-PRESSE

**LONDRES** — L'andrologue américain Panayiotis Zavos a affirmé hier à Londres avoir implanté, il y a deux semaines, le premier embryon humain cloné dans l'utérus d'une mère porteuse, déclenchant immédiatement le scepticisme et les critiques du monde médical britannique.

« Nous avons implanté le premier embryon il y a deux semaines. Nous attendons les résultats ce week-end », a déclaré le médecin lors d'une conférence de presse, ajoutant que la mère porteuse était âgée de 35 ans. Il a toutefois reconnu que cette expérience pourrait ne pas déboucher sur une grossesse, évaluant ses chances de succès « à 30 % ». Le médecin a refusé de fournir l'identité ou la nationalité de la mère porteuse, ajoutant sans le nommer qu'un « groupe britannique » était impliqué dans l'expérimentation. Il a indiqué que cette dernière avait été réalisée ailleurs qu'en Europe et aux États-Unis. Le Dr Zavos avait déclaré en mai 2003 avoir réussi à cloner un embryon qu'il entendait implanter après une série d'examens génétiques.

Le ministre de la Santé John Reid a rappelé que le clonage humain était totalement interdit en Grande-Bretagne depuis le vote, fin 2001, de la loi sur le clonage humain.

« Elle interdit expressément toute tentative de cloner un bébé humain en Grande-Bretagne. Nous travaillons également pour obtenir une interdiction mondiale du clonage humain par l'intermédiaire des Nations unies. Il n'y aura pas de bébé cloné au Royaume Uni tant que je serai ministre de la Santé. »

L'Onu a décidé en novembre de reporter de deux ans sa décision sur le clonage humain, les pays étant divisés entre ceux qui prônent une interdiction totale et ceux qui accepteraient un clonage à des fins thérapeutiques.

Le Dr Zavos a expliqué que le procédé utilisé était le même que pour la brebis Dolly, premier être vivant cloné.

Dolly a été euthanasiée en mars 2003, six ans après sa naissance, parce qu'elle souffrait d'une maladie pulmonaire incurable, effet logique du vieillissement prématuré et des problèmes de santé rencontrés par les animaux nés au moyen du clonage.

Le Dr Zavos a par ailleurs présenté un projet visant à utiliser un embryon cloné pour le diviser en deux afin de créer des « embryons jumeaux ». L'un irait jusqu'à son terme et l'autre serait utilisé comme « outil supplémentaire » par les parents, en cas de problème de santé ultérieurs du bébé, a-t-il expliqué.

Wolff Reik, expert de l'Institut Babraham de Cambridge, a dénoncé les faux espoirs donnés aux familles, rappelant que le taux d'échec était de 100 %. « Dans toutes les expériences, 99 % des clones meurent dans l'utérus et 1 % connaît des problèmes. Il demeure donc aussi irresponsable qu'avant de le faire sur des humains », a-t-il conclu.

« Nous demeurons très sceptiques face à cette annonce, a pour sa part déclaré un porte-parole de la Royal Society. Lorsqu'il (le Dr Zavos) montrera les preuves, s'il les montre, je suis sûr que les scientifiques et les médecins (les) regarderont avec intérêt. »

« Les conférences scientifiques et les publications scientifiques sont l'endroit pour présenter son travail, et non des conférences de presse terriblement théâtrales », a ajouté le porte-parole, reprochant au Dr Zavos de vouloir se faire de la publicité.

Il a lui aussi déploré les faux espoirs donnés aux couples stériles.

On se souvient que la société Clonaid, liée à la secte des raéliens, a déjà affirmé à grand renfort de publicité avoir cloné cinq bébés, mais sans jamais fournir de preuves.

# Mer Rouge : les deux boîtes noires retrouvées

EMMANUEL SEROT
ET MAHER CHMAYTELLI
AGENCE FRANCE-PRESSE

**CHARM EL-CHEIKH (Égypte)** — Les enquêteurs égyptiens ont récupéré hier la première boîte noire de l'avion qui s'est abîmé début janvier en mer Rouge, alors que la deuxième doit être ramenée à la surface ce matin, marquant un tournant dans l'enquête sur les causes du drame.

La première boîte noire, repêchée dans la nuit de vendredi à hier à 1022 mètres de profondeur au large de Charm el-Cheikh (nord-est de l'Égypte), renferme les « paramètres du vol » fatal qui causa la mort de 148 personnes, dont 134 Français, le 3 janvier.

Acheminée dans une glacière à bord d'un remorqueur de la marine égyptienne au port militaire de Charm el-Cheikh, elle a été récupérée par le robot sous-marin Scorpio de France Télécom Marine, et transportée par le navire câblier français *Île de Batz*.

La boîte a été remise par l'un des membres du Bureau Enquête Accident français, Jérôme Bauer, aux autorités locales et au chef de la commission d'enquête égyptienne sur la catastrophe, Chaker Quelada. Elle a ensuite été transportée par avion au Caire pour être examinée au laboratoire du ministère de l'Aviation civile par les autorités égyptiennes, le BEA français et son équivalent américain, le NTSB.

M. Quelada a assuré qu'en dépit de son aspect cabossé « la boîte était en bon état. »

Quant à la deuxième boîte noire, qui enregistre les conversations dans la cabine de pilotage, elle a été retrouvée par le Scorpio à 1050 mètres de profondeur, a déclaré le chef de l'équipe égyptienne de recherches, Hamdi Sami. Le Scorpio doit l'attraper avec sa pince mécanique pour la remonter à la surface, a-t-il ajouté, précisant que cette opération devrait s'achever aujourd'hui à 7 h 30 locales (5 h 30 GMT).

M. Sami a indiqué que le Scorpio a été maintenu dans la zone où la première boîte avait été trouvée pour vérifier l'hypothèse, désormais confirmée, selon laquelle le choc aurait détaché l'émetteur de la deuxième boîte.

Ces boîtes sont conçues pour résister une trentaine de jours à 6000 mètres de profondeur. Leur mémoire est protégée dans un boîtier blindé pesant sept kilos, soit 70 % de leur poids total.

Alain Suard, président de France Télécom Marine, qui a suivi l'opération de récupération de la première boîte à bord de l'*Île de Batz*, a déclaré que cela « est un acte de solidarité envers l'ensemble des familles des victimes ». À Paris, le premier ministre français Jean-Pierre Raffarin s'est félicité de « la mobilisation des moyens civils et militaires de l'État et de France Télécom », ainsi que de « la coopération confiante et entière des autorités égyptiennes ».

## Résultats

LOTO QUÉBEC — TVA, le réseau des tirages

**SUPER 7** — Tirage du 2004-01-16

15 27 32 36 38 39 42
Complémentaire: (25)
Ventes totales: 46 353 560 $

| | GAGNANTS | LOTS |
|---|---|---|
| 7/7 | 1 | 20 000 000,00 $ |
| 6/7+ | 6 | 144 108,60 $ |
| 6/7 | 308 | 2 456,40 $ |
| 5/7 | 17 607 | 153,40 $ |
| 4/7 | 375 622 | 10,00 $ |
| 3/7+ | 347 127 | 10,00 $ |
| 3/7 | 3 137 180 | Participation gratuite |

SUPER 7 — PROCHAIN GROS LOT BONI LE 23 JANVIER 2004 : **25 000 000 $**

**LOTTO 6/49** — Tirage du 2004-01-17
02 12 25 40 41 47
Complémentaire: (14)

**QUÉBEC 49** — Tirage du 2004-01-17
09 21 23 30 31 47
Complémentaire: (24)

**DOUBLE JEU 49*** — Tirage du 2004-01-17

| | | | | CAGNOTTES** |
|---|---|---|---|---|
| 10 | 15 | 18 | 21 | 50 000 $ |
| 11 | 35 | 38 | 45 | 25 000 $ |
| 22 | 41 | 47 | 48 | 25 000 $ |

*Seules les sélections participant au Lotto 6/49 et au Québec 49 sur le même billet sont admissibles à la promotion.
**Cagnottes partageables. Voir détails aux points de ventes.

**La Quotidienne** — Tirage du 2004-01-17
3 : 365 — 4 : 1601

**Banco** — Tirage du 2004-01-17 — **Banco Spécial**
03 05 11 18 21 22 24 30 33 39
42 44 51 53 56 57 59 63 64 65

**Extra** — Tirage du 2004-01-16 — NUMÉRO: 110394

**Extra** — Tirage du 2004-01-17 — NUMÉRO: 476255

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets.
En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

# *Hubble* a vu loin

AGENCE FRANCE-PRESSE

**WASHINGTON** — Le télescope spatial américain *Hubble*, dont la NASA vient de signer l'arrêt de mort en annonçant qu'elle cesserait désormais son entretien, a, en 12 ans de service, révolutionné les connaissances humaines en astronomie. Véritable machine à remonter le temps, le *Hubble*, lancé en avril 1990, a notamment permis aux astronomes américains « de voir des galaxies se former et de vérifier que l'univers avait une allure bien différente à son origine », a expliqué Steven Beckwith, directeur de l'Institut scientifique du télescope spatial Hubble de Baltimore (Maryland). Les scientifiques ont pu déterminer l'âge de la Voie lactée (entre 13 et 14 milliards d'années), recueillir des éléments soutenant la théorie du Big Bang et obtenir la première preuve tangible de l'existence des trous noirs. En 1994, *Hubble* a fourni des images de la collision de la comète Shoemaker-Levy avec Jupiter. Il a par ailleurs apporté la preuve que des planètes gravitent autour d'autres étoiles que le Soleil. Il a aussi fourni des photographies spectaculaires de mondes en formation. Cet engin de 12,5 tonnes tournait en orbite à 560 km d'altitude. Il a permis de réestimer l'âge de l'univers à 15 milliards d'années. *Hubble* continuera à fonctionner aussi longtemps que ses équipements le permettront, peut-être même jusqu'au moment prévu pour sa retraite, en 2010. Son successeur, le télescope *James Webb*, aura une vue encore beaucoup plus perçante et sera placé en orbite en 2010, à 1,5 million de km de la Terre.

*Promotion*
BIO-ACTIF
**Méchant party!**

La tentation était trop belle. Comment résister? « J'ai trop mangé et j'ai bien bu. J'espère maintenant que mon foie pourra tenir le coup. J'ai vraiment besoin d'une poussée biliaire pour digérer toutes ces sauces délicieuses. »

Voilà ce que disent beaucoup de gens, après un copieux repas riche en matières grasses.

Ça prend une vésicule biliaire et un estomac de fer pour assimiler de tels repas. Si vous avez l'estomac à l'envers, un foie d'un naturel paresseux et une digestion lente (qui le sait mieux que vous?), vous trouverez sur le marché, deux produits, deux « digesteurs » qui vous aideront à tenir le coup :

1- Acti-bile de la compagnie Acti-Bile inc. DIN émis par Santé-Canada, et
2- Foratol de la compagnie Survex en comprimés et tisanes, DIN émis par Santé-Canada.

Votre estomac est noué, il vous implore de l'aider?

Ces deux produits Acti-Bile ou Foratol vous procurent un extrait de bile et des ingrédients naturels pour vous soulager. Ils contribuent également à l'assimilation des nutriments dans le système digestif, sans effet secondaire.

Bonne digestion, mais surveillez tout de même votre alimentation.

Montréal : (514) 272-1365
Mauricie : (819) 378-7777
Ligne extérieure : 1 800 272-1365
Estrie : (819) 823-3322

3198274




GIORGIO FEMME
URSULA B.
1455 RUE PEEL, BUREAU 328 MONTRÉAL TÉL.: 514 282-0294
VENTE
FIN DE SAISON
jusqu'à 70%
3199364






PHOTOS DIDIER DEBUSSCHÈRE, COLLABORATION SPÉCIALE

**Le soldat Alex Bourque (photo de gauche) en est à son premier déploiement après quatre ans de service dans l'armée. Comme ses camarades, l'homme de 25 ans a hâte de se retrouver en Afghanistan. À droite, Jocelyn Maltais et sa famille voient leur Jimmy partir sous peu pour l'Afghanistan. Fier de fiston, le paternel n'en est pas moins inquiet.**

# Les premiers militaires québécois partent pour Kaboul

ANDRÉ DUCHESNE

**VALCARTIER** — « J'ai hâte, laisse tomber le soldat Alex Bourque. C'est mon premier déploiement. J'y vais pour l'expérience et je préfère aller là qu'en Bosnie, où il ne se passe plus grand-chose. En plus, ce sera mon premier voyage en avion. »

Mécanicien dans les Forces armées canadiennes, le soldat Bourque, 25 ans, s'en va en Afghanistan. Il est l'un des 2000 membres de la cinquième brigade mécanisée du Canada, unité de la base de Valcartier sur le point d'être déployée à Kaboul.

C'est la première fois depuis l'intervention canadienne contre le régime des talibans qu'un détachement québécois des Forces canadiennes se rend en Afghanistan. Les soldats québécois partiront le 20 janvier, c'est-à-dire ce mardi, pour aller relever leurs camarades de Petawawa, en mission là-bas depuis le mois d'août.

Les soldats de Valcartier se joindront à ceux des 32 autres pays de la Brigade internationale de Kaboul, groupe sous l'égide de l'OTAN dont les 5300 membres ont pour mandat de maintenir la paix et la sécurité de la population dans la capitale afghane.

La mission a sa part de risques. Deux militaires canadiens en patrouille sont morts en octobre dernier après que leur véhicule eut roulé sur une mine. Mais on est loin des dangers que présentent les missions hors de la capitale.

À l'extérieur de Kaboul, l'Afghanistan demeure une poudrière où les seigneurs de guerre détiennent chacun un bout de territoire, où les routes et les champs sont truffés de mines et où le gouvernement d'Ahmid Karzai n'a aucune autorité. Les soldats américains, qui traquent les talibans, ont perdu 100 hommes depuis deux ans.

Or, il n'est pas exclu que les soldats canadiens sortent de Kaboul et partent eux aussi à la traque aux talibans, comme l'a indiqué le major-général Andrew Leslie le mois dernier. Une hypothèse que refuse de commenter le brigadier-général Jocelyn Lacroix, qui prendra le commandement de la Brigade internationale. Il préfère s'en remettre aux déclarations du chef d'état-major canadien, Ray Henault, qui assure que la mission ne changera pas : « Nos troupes sont prêtes à faire face à n'importe quoi, dit-il. Mais pour l'instant, la tâche reste la patrouille des rues de Kaboul. »

Au sein des troupes, on fait peu de cas d'un possible changement de mission. « Je m'attends à un bon accueil des gens de Kaboul. Un Afghan est venu ici nous donner un cours sur la culture de ce pays et nous l'a dit », raconte le soldat Mathieu Atikessé, opérateur radio à sa première mission. « On a choisi de faire cela. Personne ne nous a poussés. Alors, on y va », endosse la caporale Charline Paradis, technicienne médicale.

Discours stéréotypé ? « Pas du tout, rigole le capitaine Michel Mailloux, officier d'affaires publiques de Valcartier. Ces soldats s'entraînent avec intensité depuis des mois. C'est normal qu'ils veuillent passer à l'action. » À cela s'ajoute le fait qu'une présence en Afghanistan est une première, alors que plusieurs soldats de Valcartier sont allés, souvent plus d'une fois, en Bosnie.

La préparation pour cette mission a commencé au printemps. Elle a d'abord été personnelle : exercices au champ de tir, cours de premiers soins, vaccination. Les exercices en groupe ont suivi, des plus petites aux plus grandes formations.

Dans les dernières semaines, les différentes unités ont réalisé des exercices intégrés, comme à Sherbrooke au début de décembre. « Dans la capitale afghane, nos patrouilleurs vont se retrouver dans un milieu urbain. De là la nécessité de répéter un exercice général dans une ville », rappelle le capitaine Mario Couture.

### Familles inquiètes

Si les militaires sont enthousiastes à l'idée de partir, leurs proches ont des craintes.

« Ma famille et ma conjointe n'arrêtent pas de me parler de l'Irak, raconte le soldat Bourque, qui compte près de quatre ans de service. Ils voient ce qui arrive aux soldats américains et sont inquiets. Je leur ai souvent expliqué que l'Irak et l'Afghanistan, ce n'est pas la même chose, mais c'est chaque fois à recommencer lorsqu'un soldat américain se fait tuer en Irak. »

« Personnellement, je crois que ça va bien se passer. Nous avons été très bien préparés, affirme le caporal Daniel Garbutt, chauffeur des nouveaux véhicules blindés légers. Mais c'est plus difficile pour nos familles. Je pars tous les deux ans. »

Jocelyn Maltais, père de Jimmy, un fantassin d'à peine 20 ans, est venu assister la semaine dernière à la parade de déploiement de la cinquième brigade, ultime cérémonie avant le grand départ. « Je trouve ça plus inquiétant depuis que deux militaires canadiens sont morts, raconte ce citoyen de Beloeil. Tu sais jamais à qui t'as affaire. »

Mais son fils, ajoute-t-il, n'a aucune appréhension.

## Les yeux de la brigade internationale

ANDRÉ DUCHESNE

**VALCARTIER — Sur le terrain, ils précèdent les patrouilles chargées de sillonner les rues de Kaboul. Ils sont 150. Ils écoutent, regardent, scrutent, hument l'air du temps et font rapport. Tous les jours. Ce sont les membres de l'escadron de reconnaissance de la brigade internationale de Kaboul. « Nous sommes les yeux, et les oreilles aussi, de la brigade internationale », avance le major Andrew Zdunich, 35 ans, commandant de l'escadron de reconnaissance formé à même la cinquième brigade mécanisée de la base de Valcartier.**

**Il n'expose pas sa mission en ces termes, mais il est clair que son escadron a une énorme responsabilité : il sert d'éclaireur aux patrouilles dans les rues de Kaboul, où, l'armée aime bien le répéter, l'ennemi est moins connu et plus imprévisible que dans d'autres points chauds de la planète.**

**D'ailleurs, on ne donne pas trop de détails sur les méthodes de travail de l'unité, si ce n'est que ses membres utilisent des véhicules blindés Coyotes et de l'équipement de pointe, comme des avions sans pilote (drones), pour savoir exactement ce qui se passe sur le terrain et détecter toute source potentielle de danger.**

**« La mission de la brigade internationale de Kaboul est de patrouiller les rues de la ville et de ses environs immédiats. Nous, on se rend partout, dans tous les coins. Nous établissons des postes d'observation à la périphérie du territoire de façon à observer ce qui se passe autant à l'intérieur qu'à l'extérieur de celui-ci », ajoute le major.**

**Ces observations sont relayées au commandant de la brigade et aux chefs de patrouille afin de les aider à orienter leurs décisions. « C'est un peu comme une personne qui roule sur l'autoroute Décarie et écoute la radio pour obtenir les renseignements lui permettant d'éviter les bouchons. Mon travail est comme celui d'un chroniqueur à la circulation. »**

# ZLEA ou pas, Paul Martin veut multiplier les ententes avec l'Amérique latine

JOËL-DENIS BELLAVANCE

**OTTAWA** — Le premier ministre Paul Martin veut faire du Canada la nation la plus libre-échangiste de l'hémisphère en signant des traités commerciaux avec le plus grand nombre de pays d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud au cours des prochaines années. Estimant qu'il est peu probable que l'on s'entende comme prévu sur un accord créant la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) d'ici décembre 2005, M. Martin veut que le Canada poursuive des pourparlers avec certains pays afin de profiter des avantages découlant de la libéralisation des échanges.

L'objectif de Paul Martin : damer le pion aux États-Unis, qui font pression sur les 34 pays membres du Sommet des Amériques pour conclure les négociations de la ZLEA d'ici 2005 et qui ont aussi l'intention de conclure des ententes bilatérales dans l'intervalle.

« Je voulais que les négociations entourant la ZLEA progressent. Mais c'est évident que les Américains ont l'intention de signer des ententes bilatérales partout. Et moi, je n'ai aucune intention de laisser les Américains nous devancer. Je veux que le Canada soit là et qu'il soit là le plus vite possible », a expliqué M. Martin à l'issue du Sommet extraordinaire des Amériques la semaine dernière à Monterrey, au Mexique.

Après avoir signé l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) avec les États-Unis et le Mexique, en 1993, le Canada a conclu un traité de libre-échange avec le Chili en 1997 et un autre avec le Costa Rica en 2001.

En outre, le Canada a entrepris des négociations visant à signer un accord de libre-échange avec quatre pays de l'Amérique centrale : le Salvador, le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua.

Des pourparlers ont aussi été lancés en décembre 2001 afin de conclure un traité avec la Communauté et le marché commun des Caraïbes (CARICOM), qui comprend une quinzaine de pays. Les autorités canadiennes ont aussi entamé en août 2002 des discussions avec les pays andins (Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou et Venezuela).

À l'issue du sommet de Monterrey, M. Martin s'est engagé à accélérer ces négociations, qui se déroulent sur plusieurs fronts, afin de pouvoir conclure des accords de libre-échange avec tous ces pays. Le premier ministre a pris cet engagement devant les dirigeants des pays du CARICOM tandis que le président de la Colombie, Alvaro Uribe Velez, a demandé à M. Martin, durant une rencontre bilatérale, de mettre tout son poids dans la balance pour qu'un accord soit conclu rapidement avec les pays andins.

Le premier ministre Martin a indiqué que son gouvernement veut multiplier les accords commerciaux avec les pays de l'Amérique latine à la lumière des importantes retombées économiques qu'a obtenues le Canada en signant un traité avec le Chili. Depuis la signature de ce traité, les échanges entre les deux pays ont triplé, au point où le Canada y brasse aujourd'hui plus d'affaires que les États-Unis.

« Ce qui est arrivé dans le cas du Chili, c'est que les États-Unis avaient des échanges qui étaient comparables à ceux du Canada. Quand on a signé, nos échanges ont augmenté tandis que ceux des États-Unis sont demeurés stables. Tout à coup, on a vu l'avantage que détenait le Canada. Je veux que le Canada réalise ce même avantage avec d'autres pays », a commenté M. Martin, qui avait participé aux négociations qui ont abouti à l'accord signé en 1997.

Au tout premier Sommet des Amériques, tenu à Miami en 1994, les dirigeants des 34 pays participants avaient décidé de lancer des négociations visant la création de la plus grande zone de libre-échange du monde, de l'Alaska à la Terre de Feu, qui comprendrait 800 millions de consommateurs et donnerait un produit intérieur brut global de 11 billions de dollars américains.

Mais les pourparlers qui durent depuis près d'une décennie avancent à pas de tortue, notamment à cause des positions diamétralement opposées des États-Unis et du Brésil sur la question des subventions agricoles. À la demande du Brésil, les négociations entourant la ZLEA n'étaient pas à l'ordre du jour au Sommet de Monterrey.

Sous le couvert de l'anonymat, un haut fonctionnaire a indiqué que les négociateurs du gouvernement canadien se serviront des paramètres de la ZLEA dans leurs pourparlers avec les autres pays. Ainsi, si la ZLEA devait voir le jour, cela ne changerait en rien la nature des relations commerciales entre le Canada et les pays avec lesquels il aura signé un accord.

FORUM

# Et... c'est un départ

## À 10 mois de l'élection, les Américains replongent dans le long processus visant à choisir leur prochain président

JOHN PARISELLA



*L'auteur est président de BCP et de BCP Consultants et membre de l'Observatoire sur les États- Unis de la chaire Raoul-Dandurand.*

Les barrières sont ouvertes. Nous voilà revenus à ce temps qui, tous les quatre ans selon sa constitution, replonge notre voisin américain dans ce long processus vers le choix de son président pour guider sa destinée. D'un côté, George W. Bush, qui souhaite réussir l'exploit qui a tant fait défaut à son père, être réélu pour un deuxième mandat, prononcera, mardi prochain, un discours important sur l'état de la nation (State of the Union). De l'autre, huit candidats démocrates s'affrontent déjà depuis plusieurs mois pour l'obtention de l'investiture de leur parti et qui, cette semaine, ouvrent la saison des primaires.

Nul doute, George W. Bush part favori. Les sondages indiquent qu'il bénéficie d'un appui de plus de 50 %. Le taux de satisfaction à l'égard de sa présidence est du même ordre. Mieux encore, le dernier sondage CNN situe le niveau de satisfaction des Américains de sa présidence à 56 %. Ce qui le place en meilleure position que celle des présidents Reagan et Clinton au même point de leur course réussie vers leur réélection respective : en 1984 pour Ronald Reagan et en 1996 pour Bill Clinton.

### Les démocrates

Qu'en est-il de l'opposition démocrate en 2004 ? C'est simple, elle est divisée, segmentée, comme rarement elle l'a été dans son histoire. Les principaux candidats qui s'affrontent à l'investiture démocrate sont pourtant des personnalités connues et reconnues. Mentionnons le gouverneur du Vermont, Howard Dean, les sénateurs John Kerry, Joseph Lieberman et John Edwards, l'ancien représentant Richard Gephardt et le général à la retraite Wesley Clark. Aucun ne semble rallier un courant majoritaire de la mouvance démocrate. Leurs premiers rendez-vous avec les militants et les électeurs : les caucus de l'Iowa demain. Tout comme le veut la tradition, c'est au New Hampshire que les primaires seront officiellement lancées le 27 janvier prochain.



PHOTO REUTERS

**Il ne fait aucun doute que George W. Bush part favori dans la course à la présidence qui culminera l'automne prochain.**

### L'état de l'Union

Le choix pour le président Bush de prononcer son discours sur l'état de la nation ce mardi est loin d'être anodin. Voilà une bonne manoeuvre politique qui viendra nuire sensiblement à la couverture médiatique dont devaient normalement bénéficier les démocrates en ce début des primaires. George W. Bush profitera de l'occasion, et de son temps d'antenne aux heures de grande écoute, pour lancer ses thèmes de campagne et imposer son programme électoral.

Pas besoin d'être un grand initié de la politique américaine pour prévoir que le président Bush entretiendra ses concitoyens sur le courage et la détermination des forces armées américaines à la suite des événements du 11 septembre 2001. Il justifiera une fois de plus l'intervention de la coalition américano-britannique en Irak et se félicitera de la chute du régime et de la capture de Saddam Hussein. Il voudra sans doute rappeler à son peuple que la guerre contre le terrorisme est loin d'être terminée et que son gouvernement est, plus que jamais, résolu à rendre le monde libre plus sécuritaire.

L'économie sera l'autre grand volet de son discours. George W. Bush affirmera que les bons indices économiques de croissance qu'ont connus les Américains en 2003 le sont grâce à ses politiques de réductions d'impôts. Malgré le fait qu'il sera le premier président depuis la dépression de 1929 à compléter un mandat avec un bilan négatif au chapitre de la création d'emplois, il voudra se faire rassurant quant à la croissance de l'emploi en 2004. Voulant mettre les démocrates sur la défensive, il dressera un bilan favorable des mesures sociales mises en place sous son administration. Il mentionnera les programmes d'assurance médicaments pour les personnes âgées et ses programmes d'aide à l'éducation. Il insistera sûrement sur sa toute nouvelle politique sur l'immigration visant à régulariser le statut d'emploi des illégaux, une mesure qui cherche à séduire l'électorat d'origine hispanique dont il a tant besoin dans le Sud. Il n'oubliera pas de faire valoir la toute récente initiative NASA pour la planète Mars et son objectif Lune pour 2015. Bref, selon le président Bush, l'Amérique va bien sous son administration. Restera au peuple américain à tirer ses conclusions.

### L'énigme Dean

La voie pour George Bush et les républicains apparaît donc tracée, alors que de l'autre côté les démocrates vont s'entredéchirer au cours des prochaines semaines. La montée et l'avance d'Howard Dean représentent un dilemme pour l'establishment du parti démocrate. Sa présence dans les médias est très forte et Dean a réussi à se démarquer de ses adversaires par des prises de position très ferme contre l'entrée en guerre des États-Unis en Irak. Ses méthodes innovatrices de financement via Internet et son franc-parler ont fait de lui un candidat redoutable. Depuis quelques semaines, il accumule les appuis de taille. Tour à tour l'ancien vice-président Al Gore et un des candidats vedettes à l'investiture démocrate de l'an 2000, Bill Bradley, se sont rangés derrière lui.

Une double victoire en Iowa et au New Hampshire concrétiserait le momentum nécessaire pour Dean en vue d'assurer son investiture. Et pourtant, on questionne sa capacité à vaincre George W. Bush l'automne prochain. Longtemps en avance dans les sondages, Howard Dean voit l'écart contre ses adversaires se rétrécir. Menacé par John Kerry et John Edwards en Iowa, Dean voit Wesley Clark le talonner au New Hampshire.

En fait, au cours des deux prochaines semaines, il s'agira pour les candidats démocrates de gérer « les attentes » que portent leur candidature. Pour Howard Dean les attentes sont très élevées Il doit non seulement être premier en Iowa et au New Hampshire, plus encore il se doit de gagner par une marge décisive. Les attentes à l'endroit de Richard Gephardt sont tout aussi élevées. En Iowa demain, il joue littéralement son avenir politique. Tout comme John Edwards, Gephardt a tout misé sur l'Iowa. Une victoire sans équivoque de Howard Dean annoncera sûrement son retrait de la course.

Au New Hampshire, la course pour la deuxième place est celle qui soulève l'intérêt. La victoire de Dean semble acquise. De qui Wesley Clark, de John Kerry, de Joe Liebeman ou de John Edwards arrivera deuxième déterminera qui sera le principal et réel adversaire pour Dean. En fait, la pire manchette possible pour Howard Dean après les primaires du New Hampshire serait quelque chose qui ressemble à « The race is not over ». Seule une victoire décisive permettra à Howard Dean de se démarquer. Sinon la lutte demeurera extrêmement serrée. Dans ce cas, le prochain grand rendez-vous pour tous ces candidats sera celui du « Super Tuesday », du 2 mars prochain, où 1529 délégués seront choisis sur un total de 4315.

Donc, c'est le départ de cette année présidentielle. Un président sortant bien en selle affronte un Parti démocrate divisé, qui amorce son processus de sélection pour retenir son candidat à la présidence. Nos voisins du Sud auront, dans moins de 10 mois, choisi une direction qui affectera le sort de plusieurs, bien au-delà de leurs frontières. On s'en reparle.

# À la défense du général Dallaire

## Que cherche Robin Philpot en brouillant lui-même les pistes?

ANDRÉ JOYAL
ET LUC-NORMAND TELLIER

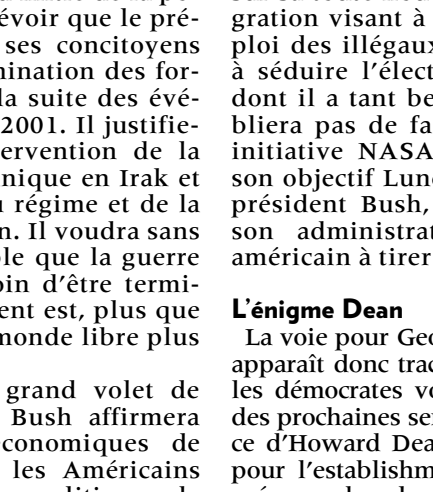
*M. Joyal est professeur associé à l'UQTR et M. Tellier est directeur du département d'études urbaines et touristique de l'UQAM*

Dans son numéro du 3 janvier, *La Presse* a accordé une place d'honneur à Robin Philpot et à son attaque à l'endroit du général Dallaire. À quelques jours du témoignage de ce dernier devant le tribunal d'Arusha (Tanzanie) chargé de juger les crimes liés au génocide rwandais, le général Dallaire ne méritait vraiment pas un tel réquisitoire. C'est sur la base de notre connaissance de ce pays où nous avons, l'un et l'autre, séjourné, sur celle de témoignages d'amis rwandais et sur celle de la lecture de plusieurs ouvrages sur la tragédie rwandaise que nous ressentons l'obligation d'intervenir. Nous avons fait une lecture très attentive du livre du général Dallaire (*J'ai serré la main du diable*). Cette lecture diffère de celle, de toute évidence partiale, qu'a faite M. Philpot, qui semble vouloir brouiller les pistes à la veille du témoignage si important du général Dallaire.

Dans son livre intitulé *Rwanda ; la descente aux enfers*, le colonel Luc Marchal, responsable du contingent belge de la MINUAR (Mission d'assistance des Nations unies au Rwanda) et bras droit du général Dallaire jusqu'à ce que la Belgique, dans un geste condamnable, décide de retirer son contingent à la suite de la mort de dix de ses soldats, démontre que les Bérets bleus n'avaient ni le mandat ni les moyens d'intervenir pour empêcher les massacres avant qu'ils ne dégénèrent en génocide. Ils n'avaient même pas les moyens de se défendre, comme le drame vécu par les soldats belges l'a bien montré. Son témoignage donne raison à Dallaire.

Selon Robin Philpot, s'il y a eu des massacres au Rwanda en 1994, il n'est pas établi que ces derniers aient constitué un génocide et il est clair que ceux qui en sont responsables ne sont ni ceux qui les ont perpétrés, ni ceux qui les ont organisés, mais bien ceux qui ont provoqué les massacreurs en envahissant le Rwanda, en contestant le pouvoir du président Habyalimana et en abattant son avion. Selon nous, selon le général Dallaire, selon le colonel Marchal, selon la plupart des observateurs objectifs et selon les organismes internationaux qui se sont prononcés là-dessus, il y a bel et bien eu génocide au Rwanda, ce génocide a fait l'objet d'une planification, il a été orchestré par l'entourage immédiat de feu le président Habyalimana et aucun événement politique ou militaire ayant précédé le génocide ne peut justifier ou excuser ce dernier.

Robin Philpot laisse entendre que le général Dallaire tient les Rwandais pour seuls responsables des massacres de 1994. Cela est tout à fait contraire à ce qu'écrit le général Dallaire dans son livre. Ce dernier souligne, à de multiples reprises, qu'il tient avant tout responsables du génocide les puissances occidentales, les États-Unis, la France, le Royaume-Uni et la Belgique,




**Le général Roméo Dallaire**

ainsi que l'indifférence de la communauté internationale. Selon Dallaire, les États-Unis, échaudés par leur mésaventure quelques mois plus tôt en Somalie, ont préféré arguer que les problèmes de sécurité africains devaient être résolus par des forces africaines, quitte à laisser mourir des centaines de milliers d'innocents (p. 472).

Comment ne pas trouver curieux le reproche fait par Robin Philpot au général Dallaire d'avoir occasionnellement passé au-dessus de celui qui fut le chef de la mission de l'ONU au Rwanda, Pierre-Jacques Booh-Booh ? Tous ceux qui ont côtoyé ce personnage disent qu'il adoptait un comportement totalement inadapté à la gravité des circonstances. Si Philpot reproche à Dallaire d'en avoir trop fait à l'encontre des ordres de son supérieur immédiat, Gil Courtemanche reproche, lui, systématiquement à Dallaire d'en avoir trop peu fait. Et si la vérité était entre ces deux thèses contradictoires...

Robin Philpot évoque la présumée partialité du général Dallaire envers le Front patriotique rwandais. Le général Dallaire ne cache pas son admiration pour les talents de militaire de Paul Kagame, mais rien ne laisse croire qu'il se soit départi de sa neutralité. Reconnaître les qualités de ce chef de guerre n'empêche pas le général Dallaire de soulever de sérieuses questions concernant le comportement de Kagame, ses intentions, ses stratégies et ses responsabilités dans l'ensemble de la tragédie rwandaise. Il dit encore s'interroger sur sa responsabilité possible dans l'attentat contre l'avion du président Habyalimana, attentat dont les auteurs ne sont toujours pas connus officiellement (p. 440). Et, dans la conclusion du livre de Dallaire, on peut lire ces lignes : « Mais les morts rwandais peuvent aussi être attribués à Paul Kagame, ce génie militaire qui n'a pas accéléré sa campagne quand l'envergure du génocide fut manifeste et qui, en quelques occasions, m'a même entretenu avec candeur du prix que ses camarades tutsis auraient peut-être à payer pour la cause. »

Toute chose a nécessairement une origine ou une cause. Le général Dallaire, le premier, reconnaît que, sans l'invasion des forces du FPR quelques années avant le génocide et sans l'attentat contre l'avion du président, le génocide n'aurait pas eu lieu. On peut tout aussi bien dire que l'avènement au pouvoir d'Hitler, l'Holocauste et la Seconde Guerre mondiale n'auraient pas eu lieu si le traité de Versailles de 1918 n'avait pas été si revanchard à l'endroit de l'Allemagne... M. Philpot part de ce type de constatation pour insinuer que les vrais responsables des massacres rwandais sont les dirigeants du FPR et non les criminels qui les ont perpétrés. Autant dire que le responsable de l'Holocauste n'est pas Hitler, mais bien Clemenceau et ceux qui ont imposé le traité de Versailles... Il est vrai que l'attentat du 6 avril 1994 a servi de détonateur, mais la bombe avait été mise en place sous la présidence d'Habyalimana et le génocide qui a suivi a été guidé par ceux qu'Habyalimana avait mis à la tête de l'État rwandais.

Au milieu de la tragédie rwandaise, des criminels, des sadiques, des racistes, des arrivistes, des carriéristes, des je-m'en-foutistes, des sépulcres blanchis et des cyniques se sont illustrés. Au milieu d'eux, il y a eu quelques personnes lucides, quelques gens de bien et quelques personnes profondément honnêtes et dévouées au bien de l'humanité. Le général Dallaire fut de ces derniers et il est honteux que Robin Philpot s'en prenne à lui pour couvrir ceux qui sont accusés de génocide devant le Tribunal international. Nous le dénonçons.

Si quelqu'un brouille les pistes, c'est M. Philpot. Pourquoi le fait-il ? Voilà la question.

# FORUM

**André Desmarais** > Président du conseil d'administration
**Guy Crevier** > Président et éditeur
**Philippe Cantin** > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
**Éric Trottier** > Directeur de l'information **André Pratte** > Éditorialiste en chef
LA PRESSE

ÉDITORIAUX

## *Toujours plus loin*

***Nous publions aujourd'hui le deuxième et dernier éditorial sur l'avenir de l'exploration spatiale.***



mroy@lapresse.ca
MARIO ROY

L'inexploré est devenu aujourd'hui, au point de vue des compétences et des investissements nécessaires, hors de portée d'une seule nation, fût-elle la plus puissante et la plus riche du globe. Cela est valable pour l'infiniment grand, l'espace, comme pour l'infiniment petit, l'univers des particules.

Nous l'avons vu hier : la seule façon de poursuivre est de placer les initiatives de recherche sur un plan multinational.

C'est le cas actuellement pour la Station spatiale internationale. Ou pour le projet de réacteur expérimental de fusion nucléaire Iter, estimé à plus de 10 milliards (US) et auquel collaborent — de façon encore houleuse — une vingtaine de pays. (On se souviendra de l'abandon, il y a 10 ans, d'un projet d'accélérateur géant de particules, le SSC, que les États-Unis avaient d'abord décidé de piloter seuls.)

***Il faut continuer, les objections s'élevant contre l'exploration de l'espace n'étant pas, à la réflexion, recevables.***

Mais le fait est qu'il faut continuer, les objections s'élevant par exemple contre l'exploration de l'espace n'étant pas, à la réflexion, recevables.

La première raison est fournie par l'Histoire.

Toutes les grandes civilisations connues ont exploré l'inconnu à grands frais. Celles qui ont cessé de le faire ont périclité. Le cas de la Chine est emblématique. Jusqu'au XVe siècle, les Chinois explorèrent les mers avec une flotte beaucoup plus performante que celles dont disposaient les Européens ; pour diverses raisons, ils cessèrent brusquement et se coupèrent de tout progrès, y compris dans les domaines *a priori* totalement étrangers à la navigation.

Parmi ces raisons, il y avait les coûts. Et il s'agit de l'argument le plus couramment utilisé aujourd'hui contre l'exploration spatiale, un « luxe » dont l'humanité n'a pas les moyens, compte tenu de la faim et de la misère persistant sur notre planète.

Or, c'est faux. Et sans rapport.

D'abord, l'exploration spatiale n'est pas, en pratique, si coûteuse. Voyez l'échelle : la NASA dispose annuellement de 15 milliards de dollars américains ; en 2002, la recherche militaire a coûté 58 milliards aux États-Unis ; leur budget de la Défense orbitera bientôt autour de 400 milliards ; la santé leur coûte 1300 milliards par année... Ensuite, bien que cette vision soit tentante et par conséquent répandue, l'argent public refusé à tel projet ne sera pas automatiquement détourné vers la solution de tel problème jugé plus urgent. Il arrive que ce fric « disparaisse », littéralement. Non, tuer la NASA ne ressuscitera pas l'Afrique.

Le second volet important du réquisitoire fréquemment prononcé contre la recherche spatiale est son inutilité. À l'encontre de cela, il faut plaider que :

> Chercher est toujours inutile... jusqu'à ce que l'on trouve, en général ce qu'on ne soupçonnait pas ;

> Les retombées pratiques des programmes spatiaux sont, depuis un demi-siècle, considérables. Il n'y a pas que le Velcro. Mais aussi, entre autres choses, la tomographie axiale, les stimulateurs cardiaques informatisés et, bien sûr, les communications par satellites, sans lesquelles il serait désormais littéralement impossible de vivre ;

> Surtout, surtout : il n'y a aucun moyen de réprimer chez l'être humain la soif de savoir, de s'aventurer, de rêver. Fondamentalement, c'est ce qui fait avancer la pensée, la culture et la science. Les sociétés qui s'essaient à ce type de répression s'écroulent infailliblement.

Au total, le plan Bush de nouveau départ vers la Lune et vers Mars conduira sans doute à peu de choses. Mais il y aura forcément un jour ou l'autre d'autres départs, d'autres « grands pas pour l'humanité ».

## *Un message sans équivoque*



mboisver@lapresse.ca
MICHÈLE BOISVERT

Le département américain de la Justice avait de quoi célébrer cette semaine. Andrew Fastow, le chef des finances et l'un des principaux architectes de la structure financière extrêmement complexe d'Enron, a reconnu sa culpabilité à deux chefs d'accusation de conspiration. Après deux ans d'enquêtes serrées et souvent frustrantes, ce plaidoyer de culpabilité représente une percée importante dans la chasse que livre la justice américaine aux responsables de l'une des plus grandes fraudes de l'histoire des États-Unis.

Rappelons qu'avant de crouler sous un amoncellement de dettes, Enron était la septième entreprise en importance aux États-Unis avec une capitalisation boursière de 68 milliards de dollars américains. Non seulement les actionnaires ont-ils vu fondre leur investissement, mais aussi des milliers d'employés se sont retrouvés à la rue avec une caisse de retraite qui ne valait plus rien. Le crime économique n'est peut-être pas sanglant, mais les drames qu'il provoque et les dommages qu'il cause peuvent être tout aussi graves.

La victoire remportée par la justice est d'autant plus grande que M. Fastow s'est aussi engagé à collaborer avec cette dernière. Il sera en mesure de fournir des renseignements extrêmement utiles puisqu'il travaillait étroitement avec Jeffrey Skilling, l'ancien chef de la direction d'Enron, de même qu'avec Kenneth Lay, fondateur de l'entreprise.

Ceux-ci refusent toujours d'admettre toute forme de participation à l'élaboration de l'échafaudage obscur qui a permis à Enron de maquiller ses résultats financiers. Grâce à la coopération d'Andrew Fastow, les enquêteurs estiment maintenant avoir de sérieuses chances d'incriminer ces deux hauts dirigeants.

En dépit de cette aide précieuse, la poursuite a néanmoins recommandé une peine d'emprisonnement de 10 ans pour Andrew Fastow, soit le maximum prévu pour les chefs d'accusation dont il s'est reconnu coupable. De plus, le père de famille de 42 ans devra également verser une amende de 29 millions de dollars américains. Le signal est clair : le crime économique est un crime grave et il doit être puni sévèrement.

Il est primordial que ce message soit entendu, car la découverte du scandale Enron a malheureusement été suivie de plusieurs autres. Worldcom, Tyco, HealthSouth, sans oublier la dernière histoire de fraude mise au jour, le cas de l'italienne Parmalat, qui dépasse de loin l'ampleur de la fraude élaborée par les dirigeants d'Enron.

Toute la communauté financière devrait d'ailleurs se sentir concernée. N'oublions pas que le laxisme ambiant s'est également étendu aux sociétés de fonds communs de placement, à certaines firmes de courtage, sans oublier les firmes de vérification comptable.

La peine imposée à Andrew Fastow devra être suivie de plusieurs autres. Il faut absolument que la justice maintienne la pression contre les criminels à cravate, qui pendant trop longtemps se sont cru au-dessus des lois. C'est la seule façon d'établir clairement que peu importe qui la commet, la fraude n'est pas un moyen de s'enrichir.




patrick dea pdea@lapresse.ca, collaboration spéciale

DROITS RÉSERVÉS

VU DE DALLAS

# La rectitude politique et l'islam radical

ROD DREHER



***L'auteur set éditorialiste au Dallas Morning News.***

Chers Canadiens, lorsque vous en aurez assez de Irshad Manji, auteur du best-seller *The Trouble with Islam*, pourriez-vous, s'il vous plaît, nous l'envoyer ?

Je suis sérieux. Aux États-Unis, nous avons besoin d'une musulmane qui n'a pas peur de parler des problèmes de l'islam touchant sa façon d'aborder la modernité et la démocratie multiculturelle, et qui réclame des changements. Les événements du 11 septembre datent de plus de deux ans déjà et, aussi incroyable que cela puisse paraître, aucune personne de ce genre n'a encore émergé de la communauté islamique américaine.

Nous avons plutôt droit à une ennuyeuse stratégie de relations publiques mise de l'avant par les leaders de groupes musulmans tels que le Council on American-Islamic Relations (CAIR) et le Islamic Society of North America (ISNA). Ces organismes semblent plus intéressés à écraser toute critique de l'islam qu'à combattre le fondamentalisme islamique et à promouvoir un véritable dialogue avec les non-musulmans. Et en règle générale, les médias américains dominants continuent à ne pas les remettre en question.

J'ai eu personnellement l'occasion d'observer leurs tactiques brutales l'automne dernier lorsque Sayyid Syeed, chef de l'ISNA, a rendu visite à l'équipe éditoriale du *Dallas Morning News*, où je travaille. M. Syeed a consacré presque toute la rencontre à inciter les journalistes que nous sommes à participer aux efforts de l'ISNA pour promouvoir la paix et la tolérance et à combattre la haine à l'égard des musulmans.

Plus tard, je lui ai demandé comment il conciliait le message de paix et de tolérance avec le fait que plusieurs dirigeants de l'ISNA entretenaient depuis longtemps des liens directs avec des islamistes extrémistes. L'un d'eux, un imam de Brooklyn, avait même été qualifié par le procureur général des États-Unis à Manhattan de « co-conspirateur non inculpé » dans l'attentat à la bombe commis contre le World Trader Center en 1993 (cela signifie que le gouvernement croit que l'imam avait eu à voir avec le complot menant à l'attentat, sans toutefois l'accuser formellement).

Lorsque j'ai soulevé cette question, M. Syeed s'est mis en colère et m'a répliqué que ma question lui rappelait l'Allemagne nazie. Il m'a alors montré du doigt et m'a prédit qu'un jour viendrait où j'aurais à me « repentir ».

Se repentir pour avoir posé une question honnête et raisonnable ? Quelle farce ! C'est cependant révélateur de la façon dont l'un des grands leaders islamiques aux États-Unis réagit à une approche critique. J'ai ensuite écrit une chronique à propos de la réunion avec M. Syeed dans laquelle j'ai dénoncé ses tactiques. J'ai qualifié ces dernières de tentatives pour réduire au silence, par l'intimidation, ceux qui posent des questions à propos du véritable programme de l'ISNA, organisme financé par les Saoudiens.

**Se repentir pour avoir posé une question honnête et raisonnable ?**

Sans surprise, certains membres de la communauté islamique de Dallas sont devenus fous furieux à la lecture de ma chronique et ont créé un site Web avec photo et une légende disant « Le nouveau visage de la haine ». Ils tentent encore de me faire congédier.

Ils vont échouer, mais tout cet incident devrait sonner l'alarme auprès des Nord-Américains et leur faire prendre conscience des menaces à la liberté d'expression et à la démocratie libérale que posent les groupes islamiques qui travaillent à étouffer les critiques en proclamant bien fort que toute question négative ou tout commentaire négatif à propos de l'islam, quel que soit leur enracinement dans les faits, a pour motif la haine et le sectarisme. Le résultat de notre lâcheté devant de telles tactiques est qu'une forme extrémiste de l'islam continue de croître dans les mosquées et les quartiers musulmans en Amérique du Nord sans être contestée ou dénoncée par des personnes qui devraient être plus avisées.

Malgré toute la rectitude politique touchant l'islam radical dans la vie américaine, notre situation semble encore passablement meilleure que celle prévalant au Canada.

Grâce à leur Premier amendement, les Américains peuvent au moins dire ce qu'ils pensent de l'islam sans avoir à craindre des accusations pour discours haineux. Et à cet égard, il ne me vient pas à l'esprit d'exemple d'acte d'autocensure plus lâche que celui commis l'an dernier par une station de télé de Toronto qui avait retiré des ondes une émission du télévangéliste texan John Hagee après une plainte déposée par des musulmans. La plainte ne portait pas sur ce que le prédicateur avait véritablement dit à propos de l'islam, mais sur ce que le responsable de la programmation de la station avait décrit comme « le ton et le langage corporel » de M. Hagee.

*Le ton et le langage corporel ?* Ils vous réduisent au silence pour ça à Toronto ?

Pas besoin d'être un fan de télévangélisme américain (et je ne le suis certainement pas) pour reconnaître qu'il s'agit là d'une renonciation pathétique au droit, à la responsabilité même, de s'exprimer librement. Dans les sociétés libérales, aucun groupe religieux ne peut réclamer le droit moral de ne pas être offensé. Alors, pourquoi les musulmans ont-ils droit à un traitement particulier ?

Et, au bout du compte, quel prix les sociétés libres devront-elles payer pour refuser de tenir leurs citoyens musulmans responsables de leurs paroles et de leurs actes ? Croyons-nous réellement qu'une telle lâcheté qui essaie de se faire passer pour la vertu de tolérance rend la tâche plus facile aux Irshad Manji de ce monde pour se porter volontaires et réclamer des réformes au sein même de l'islam ?

# L'EXCELLENCE

**Ce soir a lieu le 20e Gala Excellence *La Presse*-Radio-Canada. Nous publions une sélection de lettres de nos lecteurs qui se sont exprimés sur ce qu'est pour eux l'excellence.**




ILLUSTRATION CHRISTIANE BEAUREGARD, COLLABORATION SPÉCIALE

## Le Graal

JEAN-CLAUDE RICHARD

*Si la perfection n'était pas chimérique, elle n'aurait pas tant de succès.*
*— Napoléon Bonaparte*

J'aime que les avions arrivent et partent à l'heure. J'admire les jardins à la française, la mécanique de précision, la musique de Bach et de Mozart, la logique cartésienne et la grammaire. Je ne supporte pas les réunions qui commencent en retard, les phrases mal construites, le travail bâclé et les piétons qui traversent aux feux rouges. Mes intimes disent que j'ai l'esprit germanique ; certains de mes amis, pour me témoigner leur affection, me qualifient de prussien. Pourtant, je n'ai jamais vraiment adhéré au concept de la recherche de l'excellence.

Il y a dans cette expression quelque chose qui me dérange ; et je crois bien que c'est le terme « excellence ». Qu'est-ce que l'excellence ? À quels signes extérieurs, à quels comportements observables, à quelles réalisations mesurables la reconnaît-on ? Je m'y perds. J'ai besoin de précisions.

Le *Dictionnaire étymologique et historique du français* associe l'excellence à la supériorité et affirme qu'exceller, c'est surpasser. Diable ! À qui donc dois-je devenir supérieur, qui donc dois-je surpasser pour exceller ? Moi ? Quelqu'un d'autre ? Et si j'avais seulement envie de demeurer dans mes limites et de ne chercher à surpasser personne, devrais-je être voué aux gémonies, deviendrais-je passible d'ostracisme ? Que l'on me rassure !

Car enfin, qu'attend-on de moi, au juste ? Souhaite-t-on que je me fixe un idéal de perfection ? Exige-t-on que, tel un Jason moderne, je parte à la découverte d'une nébuleuse et hypothétique Colchide pour en ramener une chimérique Toison d'or ? Préfère-t-on plutôt que, comme Perceval et d'autres compagnons du roi Arthur, je voue mon existence à la conquête du Graal ? Si je préfère, moi, la paix de ma maison et le calme de mes rivages, me clouera-t-on au pilori ? À l'aide, quelqu'un !

Je ne suis pas du bois dont on fait les héros et je ne relève pas les défis qui me semblent démesurés. Or, en me proposant l'excellence, on me fixe un idéal hors d'atteinte. Je me récuse. Je préfère tout bonnement m'appliquer quotidiennement à faire de mon mieux, à donner le meilleur de moi-même, quitte à ne pas m'attirer les regards approbateurs de la hiérarchie. J'ai ma conscience pour moi.

Je crois bien ne pas être le seul de mon espèce. Ils sont nombreux ceux qui, refusant d'emprunter le parcours du combattant, cheminent paisiblement sur les chemins ombragés du « jour après jour ». Ceux-là font « leur possible », comme ils disent — ils en font souvent même un peu plus —, correctement, humblement, sans attendre de récompense ou de félicitations ; ils agissent à l'intérieur de leurs moyens, sans plus, mais avec honnêteté. Ils fuient les compétitions, laissent à d'autres les jeux olympiques de l'esprit, et, à la médaille d'or des « performants », préfèrent la satisfaction du devoir accompli. Les accusera-t-on de ne pas sacrifier sur l'autel de l'excellence ?

Et si c'était ça, l'excellence ?

Si c'était ça, il faudrait le publier. Il faudrait cesser de laisser croire que l'on attend de chacun « le meilleur et un peu plus » : il n'y a que dans « le merveilleux monde des sports » qu'un individu peut « donner son 115 % ». Ailleurs, on est plus limité et l'on ne peut — hélas ! — dépasser les 100 %.

À quoi bon ces concours qui consistent à mettre en évidence « l'employé méritant », « le vendeur du mois » ou qui sais-je encore ? Je n'y vois qu'une source de démotivation pour tous ceux qui n'ont pas le goût de se mesurer aux autres ou au système, et, pour certains, une source de stress inutile et improductif.

Pour stimuler ceux dont le courage flanche, dont les forces s'épuisent ou dont l'espoir fléchit, ne serait-il pas plus efficace, plutôt que de les confronter à des idéaux nébuleux, de leur faire connaître la satisfaction que l'on a de la qualité de leur travail ? Ne devrait-on pas s'efforcer de briser l'isolement dans lequel certains se réfugient devant les difficultés, afin de leur faire découvrir que des solutions existent et qu'ils peuvent compter sur la solidarité du milieu et l'appui de l'institution ?

Si l'on tient à tout prix à ce que chacun donne le meilleur de lui-même, il faut, en définitive, rendre l'objectif accessible, faire en sorte que l'on ne puisse le confondre avec le Graal. Alors, et alors seulement, pourra-t-on atteindre une certaine forme d'excellence.

## Avant tout une exigence

NICOLE DUMOULIN

Je revois, au coin des pages dans mon cahier ligné, les étoiles bleues, vertes, rouges et dorées et la mention : « Excellent ». J'étais au primaire.

Je remonte à mes origines.

Mes parents étaient fermiers. Mes parents diraient qu'ils étaient agriculteurs. J'aime le sens du mot fermier. Notre maison était à neuf arpents de la route principale. Nous étions une famille, nous avions une identité, « les Dumoulin », et une vue sur le village. Au loin, à l'horizon, le soleil couchant. Nous étions terriens, travaillants et heureux.

Mon père a été un homme exigeant pour lui-même et il était un homme de projets. Il aimait son travail, il aimait le progrès et il était fier de sa réussite. Continuellement, il cherchait et il trouvait de nouveaux outils ou de nouvelles techniques pour améliorer le rendement de la ferme et notre qualité de vie.

Ma mère était perfectionniste. Elle participait aux travaux de la ferme. Elle aimait cuisiner. Lorsqu'elle avait du temps libre, elle s'appliquait à nous coudre de beaux vêtements. Elle veillait sur notre éducation et elle exigeait de nous de bons résultats scolaires. Elle tenait ferme à notre instruction et à de bons résultats. Nous avons appris la discipline et le rendement. Mes parents étaient fiers de nous.

Pendant nos vacances scolaires nous participions à la vie de ferme. Très jeune, j'ai appris à cueillir des fraises. La devise était : « Celles que vous ne mangeriez pas, ne les mettez pas dans les casseaux. » Nous devions présenter une douzaine de casseaux de fraises impeccables. Pour chacune de nos activités, mes parents exigeaient le meilleur de nous-même. Nous avons appris l'amour du travail bien fait et le respect des autres.

Aujourd'hui, je pense que l'excellence est d'abord et avant tout une exigence pour ensuite devenir une discipline, et finalement l'excellence devient une manière d'exister. Elle invite au dépassement, à l'accomplissement et à la fierté.

Mon éducation et ma détermination m'ont aidée à franchir les obstacles, ils m'aident à dépasser mes limites, à mieux vivre et à mieux grandir.

Je veux rendre hommage à mes parents et à tous les parents qui par conviction et par amour pour leurs enfants prennent le temps et les moyens d'exiger le meilleur d'eux.

Aujourd'hui, comme mon père, je suis exigeante. Je vise l'excellence. Je travaille dans un environnement que j'aime, je participe à la formation continue et je vise le meilleur pour chacun de mes clients. Comme ma mère, je vise l'équilibre entre le travail, la famille et les loisirs.

J'ai la chance et bonheur de vivre en harmonie avec mes convictions.

## Le passionné

YVES CLERCIN
***L'auteur habite à Saint-Lambert***

C'est le professionnel qui est fonceur, déterminé, têtu, penseur, mais avant tout passionné par ce qu'il fait. Il est l'effet domino, la vague qui va entraîner, conseiller, épauler tous ceux qui croient en son projet, au savoir de son métier, aux nouveaux défis, et atteindre l'objectif fixé.

Chaque individu peut être excellent dans son domaine et peut se joindre au corps de métier qui le motive.

L'excellence, c'est le défi qu'un individu essaie de concrétiser dans le présent, pour le futur. Seul le temps pourra dire ce qui est excellent, et l'humanité bénéficiera de l'excellence de ces hommes qui auront cru en sa passion.

## La persévérance

FRANCINE LEDUC-HOUDE
***L'auteure demeure à Outremont***

L'excellence dans chaque geste de la vie, faire toujours le mieux possible avec les outils disponibles et ses propres capacités...

J'ai été impressionnée par les réussites de la Dre Fanny Chagnon qui, malgré son état physique, son avenir incertain, se bat pour le futur des autres, même si elle pourrait ne pas voir les retombées de son labeur.

Malgré ses limitates physiques, elle est très active dans plusieurs domaines. Beaucoup abandonnent à moins que ça.

Elle est un bel exemple de la jeunesse courageuse et déterminée qui a le goût de vivre et fonce dans l'avenir...

## L'excellence-passion

DAVID PARADIS
***L'auteur est étudiant à l'Université de Montréal***

Si on s'en tient aux idées reçues et aux « on dit que » de tout acabit, on se retrouve à établir une équation mécaniquement plate de type : excellence = performance.

Mais qu'y a-t-il de faux là-dedans ? pourrait-on m'objecter. L'excellence ne consiste-t-elle pas, justement, dans le fait d'accomplir une tâche ou d'atteindre un objectif mieux que les autres ? N'est-elle pas la réussite admirable d'un projet ? N'est-elle pas le parachèvement remarquable d'une oeuvre ? En somme, l'excellence n'est-elle pas le fait de *performer* (au sens élogieux du terme) ? »

Eh bien, non. Elle ne se limite pas à ça...

Certes, l'excellence implique qu'une personne se démarque des autres de par sa capacité à *bien faire* ce que ses semblables ne peuvent que *faire* (tout court). Là-dessus, tout le monde s'entend ; il y a un facteur « talent ».

Toutefois, pour qu'on puisse véritablement qualifier quelqu'un « d'excellent », il faut qu'il soit plus qu'une simple machine qui s'exécute, qui performe mieux que les autres. L'« excellent » est enivré d'une fascination pour ce qu'il fait ; il prend plaisir à donner vie et forme à quelque chose qui l'habite et qui le vitalise. Ce quelque chose, c'est une passion.

L'« excellent » brûle pour un idéal et met tous ses talents en oeuvre pour assouvir ce feu ardent intérieur. Que ce soit l'ordre (pour un administrateur), la richesse (pour un entrepreneur), le savoir (pour un chercheur) ou le bien-être d'autrui (pour un travailleur social), la passion encourage la personne à ajouter une touche de magie à ses accomplissements pour passer de la machinale et fade « performance » à la véritable « excellence ». Sans cette flamme sacrée, on condamne ses aptitudes à servir d'une manière seulement habile...

Ainsi, exceller, c'est vouer ses talents à sa passion.

## Le feu dans les yeux

BENOÎT COURTOIS
***L'auteur habite à Laval.***

L'excellence. Pour moi plus qu'une qualité, l'excellence a sa place au rang des vertus. C'est un mode de vie.

Se dépasser, être consciencieux et faire toujours mieux sont des objectifs ou des moyens pour parvenir à cette destination qu'on appelle l'excellence. Alors l'excellence devient pour moi la demeure qui héberge les actions et les matériaux que l'on utilise pour l'ériger. Ce que l'on fait en cours de route pour arriver à l'excellence participe à une création de sens, et à la coloration de nos vies. L'excellence n'est pas un résultat mais un état d'être. C'est une intuition profonde qui nous dit que nous sommes exactement là où nous devrions être au moment où nous y sommes.

Ceux et celles qui excellent dans leur domaine respectif, ou simplement dans leur vie de tous les jours, ont cette lumière brillante dans les yeux, cette flamme qui s'alimente directement au coeur. L'excellence, c'est la détermination qui coule dans les veines. C'est accepter qu'il y aura des obstacles, des difficultés, des moments de découragement, et autant de moments de joie pour aplanir ces heurts. C'est poursuivre sa route vers le sommet en faisant comme si nous y étions déjà, à chaque minute de notre vie. Exceller, c'est avoir la foi dans ce que nous faisons. Ne jamais douter que nous arriverons à destination. Yann Martel dans son roman *L'Histoire de Pi* a écrit cette phrase : « Choisir le doute comme philosophie de vie, c'est comme choisir l'immobilité comme mode de transport »...

L'excellence est beaucoup plus qu'une chose que l'on admire chez les autres, c'est une énergie qui se déverse sur tous ceux qui en sont témoins. Un don brut que l'on reçoit et que l'on polit par nos actions en le mettant au service ou à la disposition des autres. L'excellence, la vraie, se vit et s'exprime dans l'humilité. Et d'ailleurs, à quelques exceptions près, les plus grands de ce monde et les champions, quelque soit le domaine, sont rarement arrogants et imbus d'eux-même. Ils attribuent leur réussite parfois à la chance, au *timing*, ou à l'équipe autour d'eux. Ça me rapelle Wayne Gretzky et sa multitude de records. Phénoménal et pourtant humble. Humble, simple et disponible. Une flamme alimentée directement au coeur...

# UN SHOW QUI A DE LA PERSONNALITÉ !

PARMI LES INVITÉS : ARIANE MOFFATT,
BOOM DESJARDINS, VÉRONIC DICAIRE
ET GABRIELLE DESTROISMAISONS.



ANIMÉ PAR PATRICE L'ECUYER

# Le Gala Excellence
## La Presse • Radio-Canada

AUX BEAUX DIMANCHES

## 19h30

www.radio-canada.ca/beauxdimanches

Réalisation : Pierre Gagnon

ici Radio-Canada

LA PRESSE

3196112